

# RÉVOLUTION ou GUERRE

## #4

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Septembre 2015



### Sommaire

*Merkel, Hollande, Obama, Tsipras...* Chacun utilise la démocratie bourgeoise, à sa manière, contre le prolétariat

#### *Situation internationale*

Luttes ouvrières dans le monde

Pays " émergents " et " BRICS ", les soit-disant sauveurs du capitalisme, s'effondrent

*À propos de la grève illimitée des travailleurs de la Telefónica-Movistar (Espagne) :*

Prise de position du Parti Communiste International

Prise de position de la Tendance Communiste Internationaliste- CWO

Extension des luttes dans la corporation ou extension géographique ?

#### *Débat au sein du camp prolétarien*

Correspondance : Sommes-nous trop optimistes sur la dynamique des luttes ouvrières ? Prenons-nous nos désirs pour la réalité ?

#### *Lutte contre l'opportunisme*

Sur la scission de la section turque du CCI : " Pale Blue Jadal ", avorton du CCI opportuniste ?

#### *Texte du mouvement ouvrier*

Théorie marxiste et tactique révolutionnaire (Anton Pannekoek, 1912, extraits)

E-mail : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com), site web : [www.igcl.org](http://www.igcl.org)

Adresse postale : CP 55045 Centre Maisonneuve, H1W 1B0, Montréal, Canada

3 dollars/3 euros

## Sommaire

*Merkel, Hollande, Obama, Tsipras...*

Chacun utilise la démocratie bourgeoise, à sa manière, contre le prolétariat.....1

### ***Situation internationale***

"Brèves" : luttes ouvrières dans le monde.....3

Pays " émergents " et BRICS : les soit-disant sauveurs du capitalisme s'effondrent .....5

*À propos de la grève illimitée des travailleurs de la Telefónica-Movistar (Espagne):*

Prise de position du PCI.....6

Prise de position de la TCI – CWO .....9

Extension des luttes dans la corporation ou extension géographique ? .....10

### ***Débat dans le camp prolétarien***

Sur les " prévisions " et le cours historique.....11

Correspondance : Prenons-nous nos désirs pour la réalité ?.....12

### ***Combat contre l'opportunisme***

*Sur la liquidation de la section turque du CCI :*

" Pale Blue Jadal " : avorton du CCI opportuniste ?.....18

### ***Texte du mouvement ouvrier***

Théorie marxiste et tactique révolutionnaire (Anton Pannekoek, 1912, extraits).....22

## ***Appel à souscription***

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux.

## **Merkel, Hollande, Obama, Tsipras...**

### **Chacun utilise la démocratie bourgeoise, à sa manière, contre le prolétariat**

**L**es 19 et 20 octobre 2011 à Athènes, la classe ouvrière était massivement mobilisée sur la place Syntagma contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement socialiste et l'État grec. Il fallut l'intervention brutale de la milice du parti stalinien grec KKE pour empêcher les manifestants d'envahir le Parlement et de bloquer le vote des députés. Le 5 juillet 2015 suite au référendum, le "peuple" est venu manifester sur la place de Syntagma en soutien au gouvernement Tsipras pourtant porteur de mesures d'austérité encore plus lourdes que celles adoptées en 2011 et qui viennent d'être encore aggravées par le sommet de la zone euro du 12 juillet.

En 2011, le prolétariat grec montrait la voie à suivre à l'ensemble du prolétariat mondial après l'explosion de la crise ouverte de 2008. En 2015, l'unité nationale réalisée contre les diktats européens et grâce aux vertus démocratiques du référendum, la soi-disant expression souveraine du peuple, montre la voie que la bourgeoisie internationale veut emprunter pour imposer une défaite majeure, au niveau international, à la classe révolutionnaire.

L'utilisation de la mystification démocratique – qui amena à la fin des anciens dictateurs égyptien, tunisien, libyen, etc. – avait déjà réussi à éteindre les mouvements de révolte ouvrière lors du "printemps arabe". Il en fut de même avec le mouvement des indignés – avec le slogan *¡ Democracia ya !* – en Espagne qui aujourd'hui s'est constitué en parti politique bourgeois de "gauche radicale" avec Podemos, allié de Syriza. L'impasse des journées d'action syndicale dans les principaux autres pays européens était venue compléter l'étouffement de ces premières luttes contre la crise capitaliste ouverte en 2008. Le prolétariat grec s'est retrouvé très rapidement isolé, sans relais suffisant de la part d'autres fractions du prolétariat international, sans perspective immédiate, pour pouvoir garder l'énergie qu'il avait manifestée de 2008 à 2011. Pour autant, il fallait encore à la bourgeoisie grecque et européenne enfoncer le clou et détourner au maximum les ouvriers de la défense de leurs conditions de vie, c'est-à-dire de leurs intérêts de classe, et pousser l'avantage en imposant une défaite politique et en gommant l'expérience des années précédentes. C'est la tâche particulière de Syriza en lien et collaboration objective avec le reste de la bourgeoisie européenne. Celle-ci se répartit les rôles entre "bad cops" – la Troïka et les gouvernements européens – et "good cops"... le gouvernement Syriza – et ses mesures d'austérité pratiquement aussi lourdes et dramatiques que celles étant promues par l'Europe – appuyé par les gauches européennes dites radicales au premier rang desquelles on trouve Podemos bien sûr, mais aussi Die Linke (Allemagne), le Front de gauche (France), etc.

L'offensive politique ne s'adresse pas uniquement aux ouvriers grecs. Loin s'en faut. Elle s'adresse encore plus aux prolétaires du monde entier et surtout des pays centraux du capitalisme. La grande manifestation du 11 janvier 2015 à Paris après les attentats de *Charlie hebdo*, les manifestations de PEGIDA en Allemagne et surtout les contre-manifestations, étaient le signe que la classe capitaliste avait décidé d'entraîner et de mobiliser dans la rue autour de la défense de l'État, de la nation et de la démocratie. L'organisation de manifestations en soutien à Syriza dans les principales villes européennes aussi bien que sur les autres continents, en particulier en Amérique du Nord (autour de l'International Socialist Organisation aux États-Unis, de Québec Solidaire au Canada par exemple) est venu confirmer cette volonté en l'adaptant à la situation immédiate avec un faux jeu d'opposition gauche-droite, anti-austérité, voire anti-capitaliste, contre le soi-disant néo-libéralisme de droite.

La manifestation du 5 juillet dernier de Syntagma est la réponse bourgeoise à la manifestation ouvrière contre l'État et son parlement du 20 octobre 2011. Il en va de même avec les manifestations de rue aux États-Unis après les provocations policières racistes et meurtrières à succession de cette dernière année. Elles constituent une réaction bourgeoise, sous couvert d'appui au gouvernement fédéral d'Obama derrière le slogan d'une "police non raciste et démocratique", pour répondre à la méfiance et à la colère qui grandissent contre les gouvernements et les États comme l'ont montré au Mexique, après le massacre des étudiants du Guerrero, les manifestations et révoltes populaires et ouvrières, massives et persistantes, contre la police, la justice, le gouvernement, les partis de gauche comme de droite, bref contre l'État. Ou encore comme les mobilisations massives et les grèves au Brésil avant et lors de la Coupe du monde de football.

La crise économique du capitalisme et les guerres impérialistes ne peuvent que s'aggraver encore plus. Nous n'en sommes qu'au début de cet affrontement politique et idéologique où la classe capitaliste, adaptant son offensive et ses mystifications aux situations nationales, cherche à détourner la colère croissante contre la misère, la répression et les guerres, c'est-à-dire contre le capitalisme, sur le terrain de la défense de la démocratie et de la nation. L'enjeu est considérable :

- soit la classe ouvrière internationale affirmera de plus en plus la défense de ses intérêts de classe, défense de ses conditions d'existence, et s'opposera aux forces politiques du capital, droite et extrême-droite, gauche, gauche dite radicale et syndicats;

- soit elle se laissera entraîner sur le terrain de la démocratie et de la défense de l'État capitaliste et de la nation sous une forme ou une autre.

Dans le premier cas, elle réussira non seulement à se défendre de manière immédiate et à limiter la détérioration de ses conditions de vie mais surtout elle dégagera une autre perspective pour elle-même et l'ensemble de l'humanité, la perspective d'une société sans misère, ni guerre. Dans le deuxième cas, celui de la manifestation de Syntagma après le référendum, celui des manifestations de Baltimore et autres villes américaines, celui du 11 janvier à Paris, elle se laissera entraîner sur le terrain de son ennemi de classe pour finir par subir des défaites politiques et physiques sanglantes dans de fausses oppositions qui ne la concernent pas et sont des pièges. N'est-ce pas ce que nous enseigne la guerre d'Espagne de 1936 ? Derrière la défense de la démocratie bourgeoise, se cache la défaite ouvrière internationale et le déchaînement d'une 3ème Guerre impérialiste mondiale.

La première chose à faire est de rejeter de toutes ses forces la démocratie bourgeoise dans tous ses aspects. Pour les prolétaires, ne pas le faire c'est défendre les intérêts de la classe ennemie donc ceux du capitalisme.

À la défense des intérêts bourgeois, c'est-à-dire du capital, il faut opposer la défense des conditions de vie des

prolétaires. À l'unité nationale, c'est-à-dire à la soumission à la classe capitaliste, il faut opposer l'unité internationale du prolétariat révolutionnaire. À la défense de la démocratie, c'est-à-dire à la dictature de classe capitaliste, il faut opposer l'organisation massive du prolétariat en assemblée générale, comité de grève et conseil ouvrier. À la défense de l'État capitaliste, c'est-à-dire de ses lois, de sa police et de ses forces politiques, il faut opposer l'extension géographique et l'unification des luttes ouvrières, pour finir par mettre à bas ce système qui ne nous promet que plus de misère et de mort.

GIGC, 13 juillet 2015

[www.igcl.org](http://www.igcl.org)

[intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com)

PS. Nous invitons nos lecteurs à lire aussi la prise de position (en anglais) de la Tendance Communiste internationaliste [Greece - Solidarity with the Workers not the Capitalist Government!](http://www.leftcom.org/en/articles/2015-07-10/greece-solidarity-with-the-workers-not-the-capitalist-government) dont nous partageons l'essentiel du positionnement et de l'orientation politiques : <http://www.leftcom.org/en/articles/2015-07-10/greece-solidarity-with-the-workers-not-the-capitalist-government>.



Athènes en 2011



Athènes en juillet 2015

**À gauche en 2011** : une manifestation massive sur la place Syntagma à Athènes, face au parlement, contre les mesures d'austérité. Il n'y a pas de drapeau grec et les manifestants tendent à s'opposer à l'État capitaliste.

**À droite le 5 juillet 2015** : le soir de la "victoire" du non au référendum du gouvernement Tsipras : le drapeau grec est partout et les manifestants soutiennent le gouvernement et l'État capitaliste.

### Ouverture d'une adresse postale

Il est possible de nous écrire à l'adresse suivante :  
GIGC, CP 55045 Centre Maisonneuve  
H1W 1B0, Montréal, Canada

## Situation internationale

Dans cette rubrique sur la situation, nous abordons principalement la question de la lutte des classes et laissons de côté le suivi et l'analyse de l'évolution de la crise économique du capital et des rivalités et guerres impérialistes. Des trois principaux facteurs qui déterminent la situation historique mondiale de la société capitaliste, la dimension lutte des classes est celui qui pose le plus de questions et de doutes. En effet, plus grand monde ne se fait d'illusion sur un arrêt de la chute du capitalisme dans la crise et dans les guerres impérialistes. Les politiques, les médias, propagandistes et idéologues bourgeois n'essaient même plus de nous annoncer des " lendemains qui chantent ". Les enjeux et affrontements idéologiques et politiques autour de ces deux questions ne sont plus, du moins pour l'heure, au premier plan. Par contre la dimension lutte des classes, c'est-à-dire les attaques économiques et politiques de la classe capitaliste et surtout les réactions du prolétariat international, est la question centrale tant du point de vue historique bien sûr, in fine c'est le prolétariat qui détient les clés de la situation; mais aussi d'un point de vue plus immédiat autour de la conscience et la confiance dans sa force et dans ses luttes. La bourgeoisie fait tout pour passer sous silence les luttes ouvrières en les censurant ; et quand elle ne le peut plus, elle en travestit la réalité et le sens. Outre le ralentissement de la confiance des travailleurs exploités en leur propre force comme classe sociale, cette politique bourgeoise systématique et généralisée a pour conséquence d'influencer négativement les fractions les plus combattives de la classe ouvrière y compris les individus et groupes politiques révolutionnaires qui, bien souvent, en arrivent eux aussi à douter de la capacité du prolétariat à s'opposer au capitalisme aujourd'hui. Il s'agit donc pour nous non seulement d'engager un combat contre la censure et les mensonges de la bourgeoisie sur les luttes ouvrières mais aussi un combat politique au sein du camp prolétarien et révolutionnaire afin de lutter contre une sorte de défaitisme, ou du moins de scepticisme, parmi les révolutionnaires et groupes communistes. Tel est l'objet des articles qui suivent et du débat – publié plus bas – que nous menons à partir de la correspondance d'un camarade.

### Luttes ouvrières dans le monde

**N**ous publions régulièrement dans la revue un compte-rendu des luttes ouvrières dans le monde. Le but n'est pas de les comptabiliser (il y en aurait trop) mais plutôt de faire une liste des plus significatives tout en contrant la censure des médias qui est de plus en plus forte. Nous voulons rendre compte de l'évolution des luttes ouvrières. Pour ce qui est des grèves sauvages: la valeur des grèves sauvages dans un pays comme la Chine (où toutes les grèves sont " sauvages " puisque illégales), n'est pas la même que dans les pays à forte et vieille tradition démocratique des centres historiques du capitalisme comme en Espagne. Il faut y voir au cours des derniers mois une tendance réelle de résistance aux mesures de crise du capitalisme vers des affrontements massifs de classe.

« Cela veut dire que [le prolétariat] peut sortir "vainqueur" des confrontations massives qui commencent et que la bourgeoisie internationale a pris l'initiative d'entamer. Sortir "vainqueur" de cette phase signifie pour la classe révolutionnaire qu'elle réussira à bloquer la bourgeoisie dans ses projets de misère et de guerre généralisées et qu'ainsi elle créera les conditions pour l'ouverture d'une période révolutionnaire. Mais pour cela, encore faut-il qu'elle surmonte les faiblesses qu'elle continue à manifester. Si, lorsqu'elle lutte, elle se maintient sur son terrain de classe, il n'en reste pas moins qu'à ce jour, elle ne réussit pas à faire reculer les attaques économiques qu'elle subit (ni la mise en place de mesures de répression anti-ouvrières tant dans la rue que sur les lieux de travail). Cette faiblesse réside pour l'essentiel non dans sa volonté de lutte et de résistance, mais dans son incapacité à hisser son combat au niveau politique ; c'est-à-dire à assumer l'affrontement politique pour la direction de ses luttes contre les forces, syndicales et politiques de gauche principalement, qui les entravent et les

sabotent <sup>1</sup>» Telefónica en Espagne et Bursa en Turquie en sont des exemples qui montrent que la classe ouvrière peut diriger ses luttes de résistance.

### Luttes en dehors du cadre syndical à différents niveaux

**Espagne :** Des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant pour les sous-traitants de Telefonica, l'opérateur historique des télécommunications en Espagne, ont été en grève illimitée dès le 7 avril dans tout le pays, la grève en dehors des syndicats avait commencé à Madrid le 28 mars. Tout comme en Turquie, ces ouvriers ont su s'organiser sans le syndicat qui fait tout pour saboter leur lutte. (Voir les articles **À propos de la grève illimitée des travailleurs de la Telefónica-Movistar ( Espagne)** pages 6 et 9).

Par ailleurs des dizaines de milliers de personnes ont manifesté le 21 mars à Madrid lors de «marches pour la dignité» pour dénoncer les effets de l'austérité. «Pain, travail, toit et dignité», lisait-on sur une grande banderole tenue par des manifestants en tête d'une des marches.

**Turquie :** Le dimanche 17 mai 2015 quelque 5000 ouvriers de l'usine du constructeur automobile français Renault à Bursa (nord-ouest de la Turquie) ont cessé le travail pour exiger une hausse de leurs salaires. Les ouvriers ont entamé leur mouvement dans la nuit de jeudi à vendredi et plusieurs centaines d'entre eux se sont rassemblés le vendredi toute la journée devant l'usine reprenant des slogans hostiles à la direction et aux syndicats. Tout comme en Espagne c'est une autre grève importante en dehors de l'encadrement syndical. La production de l'usine a été suspendue, selon un porte-

1 . Une nouvelle période s'ouvre: la bourgeoisie passe à une offensive massive contre le prolétariat mondial qui résiste à la logique du système capitaliste revue *Révolution ou Guerre* #3 février 2015, page 8.

parole de la direction de Renault Turquie s'exprimant sous couvert de l'anonymat. Les grévistes ont expliqué s'être mis en grève pour obtenir de la direction de l'entreprise une hausse de 60% de leurs salaires. La grève s'est développée dans d'autres usines de Bursa et dans le centre industriel de Izmit. La mise en place de "conseils ouvriers" (en fait des comités de grève) leur a permis de contrer le sabotage de leur lutte par le syndicat et de l'élargir à d'autres usines. (Voir l'article de la TCI **Luttes ouvrières en Turquie**. « *Nous ne voulons pas de syndicats, nous avons mis sur pied des conseils ouvriers* ». <http://www.leftcom.org/fr/articles/2015-06-01/luttes-ouvrières-en-turquie> - « nous ne voulons pas de syndicats nous avons mis »)

**Italie** : Fin février, des ouvriers de l'usine Fiat de Sata Melfi, province de Potenza, ont accueilli les représentants syndicaux avec des huées et des insultes (parias). Ceux-ci avaient négocié de nouveaux accords sur les équipes de travail sur la ligne de montage. De même le 25 mars, des ouvriers de Continental ont contesté le secrétaire syndical de la FIOM (CGIL) durant l'assemblée syndicale. On ne peut prétendre reconquérir quoique se soit avec de sporadiques manifestations et grèves nationales si, sur le lieu de travail on adopte une politique de capitulation continue disaient les ouvriers.

**Brésil** : Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de São Paulo, le 27 mars, à l'appui d'une grève en cours par les enseignants. Le 7 avril, une journée de protestation axée contre un projet de loi favorisant l'embauche flexible a été convoquée par les syndicats et les organisations de gauche. Elle a eu lieu dans au moins 10 États et s'est terminée avec huit personnes blessées et quatre arrêtées dans la capitale, Brasilia, où il y avait une bataille rangée entre les manifestants et la police.

Des milliers d'ouvriers travaillant sur les chantiers des futures infrastructures des Jeux Olympiques de Rio, se sont mis en grève, le 19 mai, revendiquant une augmentation de leur salaire. Les chantiers du stade Engenhao, du complexe Deodoro, de l'aéroport international du Galeão, du port et ceux de la ligne sud du métro et de la route trans-olympique ont été paralysés à 70%. Toutes ces manifestations antigouvernementales à l'échelle nationale ont attiré l'attention internationale dont le Comité olympique international (COI). À la Mercedes-Benz, une large majorité des 10 000 salariés s'est opposée à une réduction de 20% de la journée de travail combinée avec une réduction de 10% du salaire, malgré la position du syndicat. Les prolétaires brésiliens commencent péniblement à se libérer de l'emprise des syndicats et des organisations de gauche qui ont soutenu l'élection du parti des travailleurs de Lula et autres.

**Canada** : Une vingtaine de Cegeps<sup>2</sup> de la province de Québec ont débrayé illégalement le 1er mai contre les mesures d'austérité malgré l'opposition des directions syndicales de la province. En mars quelques milliers de personnes, en majorité des étudiants, avaient manifesté le 21 mars après-midi à Montréal contre les mesures d'austérité du gouvernement provincial. Les luttes au Canada sont encore fortement encadrées par les syndicats qui les divisent secteur par secteur et province par province.

**Israël** : Pour montrer leur opposition à la privatisation, deux

des plus gros ports dont Haïfa, ont été fermés à la fin mai pendant deux jours par les dockers malgré l'opposition syndicale. Ils ont défié un ordre de la cour. Ils sont retournés au travail après que le gouvernement eut décrété un état d'urgence et des mesures drastiques.

### **Augmentation des luttes et des grèves par rapport à 2014 et manifestations significatives**

**Royaume-Uni** : Des dizaines de milliers de personnes - jusqu'à 250 000 - ont manifesté samedi le 20 juin à Londres contre l'austérité. Les syndicats se sentent obligés d'organiser de telles manifestations pour encadrer, dévier et calmer la colère ouvrière croissante.

**Russie** : La majorité des grèves sont spontanées et illégales. Le nombre de grèves et de piquets étaient de 273 en 2014, en 2015, le nombre va battre tous les records et pourrait atteindre jusqu'à 400. 2/3 des protestations sont liées à des retards de salaires et à des non-paiements. La deuxième raison - les licenciements et la réduction des effectifs.

**Allemagne** : Entre janvier et fin mai, on a compté 350 000 jours de grève selon la fondation Hans-Böckler, proche des syndicats, contre 392 000 pour l'ensemble de l'année 2014. L'institut IW, proche du patronat, table, lui, sur 500 000 jours de grève sur le premier semestre 2015, un record depuis 1993. Crèches, hôpitaux, distribution, poste, trains, transports aériens, etc. sont touchés mais toujours encadrés par les syndicats.

**Chine** : Au cours des cinq premiers mois de 2015, il y avait le triple du nombre de grèves que dans la même période en 2014. Toute ces grèves étaient en dehors du cadre syndical et illégales.

**France** : Le 23 juin, les forces de l'ordre attaquent la grève des marins de MyFerryLink. Ces forces de l'ordre, nombreuses à Calais en raison de l'important dispositif de surveillance dirigé contre les 3000 migrants, s'en sont violemment pris aux marins. Les marins s'étaient mobilisés contre la menace du transfert par la société Eurotunnel de deux de leurs trois bateaux vers leur concurrent danois. Voir Of Migrants and Mariners: What's Really Going On in Calais? <http://www.leftcom.org/en/articles/2015-08-02/of-migrants-and-mariners-what-s-really-going-on-in-calais> Par ailleurs il y a eu 750 grèves en France seulement pour les six semaines couvrant le mois de juin et les deux premières de juillet. Tout comme en Allemagne, Italie et autres ces luttes sont fortement encadrées syndicalement et sont localisées.

**Bosnie-Herzégovine** : Le 30 juillet, des manifestants ont détruit les barrages policiers protégeant le bâtiment du parlement. Une délégation des manifestants réunis devant le parlement, où était en cours le débat sur le **projet de nouvelle loi sur le travail**, a porté un message aux parlementaires : « vous avez 15 minutes pour annoncer le retrait du projet sinon on procédera aux nouvelles actions ». Des délégations d'ouvrières et d'ouvriers sont arrivées de Republika Srpska (l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine) avec le message que la solidarité ouvrière dépasse les divisions nationalistes et religieuses que les pouvoirs de tous bords essayent de leur imposer.

**Grèce** : Des milliers de personnes ont manifesté le 15 juillet dans toute la Grèce alors que le parlement grec s'apprêtait à voter l'accord avec les créanciers. A la Place Syntagma,

2 . Établissements d'enseignement collégial public où sont offertes des formations techniques et préuniversitaires.



devant le parlement, la manifestation a tourné à l'émeute dans la soirée, quarante manifestants ont été arrêtés. (Voir l'article *Merkel, Hollande, Tsipras, Obama... Chacun utilise la démocratie bourgeoise, à sa manière, contre le prolétariat* page1).

**Cambodge** : Sur la période janvier-mars, l'association cambodgienne des manufactures textile (GMCA) a annoncé avoir dénombré 40 grèves majeures, soit 74 % de plus qu'un an plus tôt. Des mouvements dont l'ampleur croissante n'est pas sans lien avec une répression toujours plus violente.

**Islande** : Un pays capitaliste comme les autres malgré ce que prétendent certains gauchistes car des milliers de prolétaires ont participé à des vagues de grèves au printemps pour une augmentation du salaire minimum. Ils ont obtenu une augmentation du salaire minimum de 30% sur trois ans.

**Iraq** : Manifestation des travailleurs et blocage de la circulation le lundi 9 février 2015 devant le ministère des finances à Bagdad pour le paiement des salaires. Même en subissant l'action des terroristes presque à chaque jour, des prolétaires ne cessent de défendre leur intérêt de classe.

**Afrique du Sud** : La hausse des prix de l'électricité par l'entreprise d'Etat Eskom a mis le feu aux poudres à l'approche de l'hiver au début mai à Soweto. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur colère dans le township de la banlieue de Johannesburg. Aux pneus incendiés et jets de pierre, la police a répondu par des tirs de balles en caoutchouc.

**Portugal** : Le 13 mars 2015: Hôpitaux, écoles, centres de Sécurité sociale et tribunaux tournaient au ralenti en raison d'une grève de 24 heures menée par des fonctionnaires exaspérés par quatre ans de rigueur budgétaire. Depuis mi-avril, le Portugal est confronté à un important mouvement de

grève dans les transports. Les salariés protestent contre les privatisations dans ce secteur décidé par le gouvernement Fectrans.

**Ukraine** : Kiev: le 22 avril 2015, des centaines de mineurs ont affronté la police anti-émeute près du palais présidentiel. Les mineurs ont franchi le premier cordon de police dans la Rue Bankova qui mène directement au bâtiment de l'Administration présidentielle. Ils exigeaient le paiement de leur salaire, protestant contre les licenciements et les fermetures de mines. Par ailleurs, le 22 mai des affrontements ont été signalés dans le centre de Kiev, où des foules de manifestants se sont mobilisés contre la crise économique et la flambée des coûts des prêts privés. Selon des médias locaux, plusieurs personnes ont tenté de pénétrer dans le parlement ukrainien.

**Iran** : Une vague de protestations a balayé l'Iran en février pendant une dizaine de jours. Les protestations se concentraient sur les revendications des travailleurs, des augmentations de salaire pour suivre le rythme croissant de l'inflation, le paiement des arriérés de salaires, et d'autres questions comme les mises à pied et le non-renouvellement des contrats de travail.

**Arménie** : Mercredi le 23 juin, plus de 9000 personnes étaient rassemblées dans le centre de la capitale arménienne, chantant «*Nous sommes les maîtres de notre pays*» et affichant leur résolution à maintenir la pression sur le gouvernement du président Serge Sarkissian jusqu'à ce qu'il revienne sur sa décision d'augmenter les tarifs de l'électricité. Jeudi soir, environ 12000 protestataires se sont regroupés devant le Liberty Square d'Erevan, pour la plus importante manifestation antigouvernementale depuis des années.

Normand, Juillet 2015

## **Pays " émergents " et " BRICS ", les soit-disant sauveurs de l'économie mondiale s'effondrent...**

**E**n ce mois d'août, l'impasse économique du capitalisme mondial connaît des signes d'aggravation que nous ne pouvons passer sous silence du fait de leurs conséquences économiques, politiques et impérialistes. Aujourd'hui même, la presse annonce que la Chine dévalue sa monnaie pour faire face à l'effondrement de ses exportations après la chute de l'immobilier et de la Bourse de Shangaï et que le PIB de la Russie a chuté de 4,6% au cours du dernier trimestre alors que l'inflation explose (18%). Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ne font plus illusion : le PIB du Brésil recule depuis 2013 provoquant des difficultés croissantes en Amérique Latine. Pendant ce temps l'Europe et les États-Unis essaient de retarder au maximum les effets de leur endettement colossal. La première est incapable de résoudre la crise des dettes dites " souveraines ", les seconds ayant doublé leur endettement public et privé, depuis 2007.

L'impasse est manifeste alors que les expédients trouvés depuis la crise des subprimes, généralisation de la misère et surexploitation démultipliée de la force de travail, de la classe ouvrière, d'une part et d'autre part l'endettement international total qui est passé de 267% du PIB mondial en 2007 à 286% en 2014, ne réussissent pas – ils ne le peuvent pas du fait même des lois du capitalisme lui-même – résoudre la crise économique.

Conséquences immédiates : la décision de la Chine, dévaluation du Yuan, aujourd'hui même, signifie une relance internationale de la guerre des monnaies, l'exacerbation de la concurrence économique internationale et des tensions impérialistes accrues ; pour le prolétariat international, un redoublement inévitable de la misère et de l'exploitation sur l'autel de la concurrence économique et des rivalités et guerres impérialistes. Ces derniers événements ne font que confirmer qu'il n'est pas de solution économique à la crise du capitalisme sinon la 3<sup>e</sup> Guerre mondiale ou bien la lutte de classe la plus puissante et définitive contre les conséquences du capitalisme menant finalement à sa destruction et à son remplacement par le communisme.

GIGC, 11 août 2015.

## **Grève des travailleurs de Movistar (Telefónica): Il est possible de lutter contre les conditions d'exploitation qu'impose la bourgeoisie !**

### **Il est possible de vaincre si on utilise des moyens et des méthodes de classe !**

*Nous publions ici la prise de position des camarades du Parti communiste international (éditions Programme, journal Le Prolétaire en France, www.pcint.org) sur la grève de la Telefónica en Espagne. Nous en partageons l'essentiel du point de vue de la lutte immédiate et des orientations de combat que les camarades mettent en avant. Mais surtout, l'intérêt de cet article (et de la grève) est de souligner que les conditions "modernes" de production ne sont pas un obstacle insurmontable à la lutte. En effet, les conditions de production et d'exploitation capitalistes d'aujourd'hui ont vu la disparition d'une grande partie des grandes usines et entreprises qui regroupaient des milliers de travailleurs sur le même lieu et, à leur place, la division en de multiples "petites" entités, souvent des filiales et des entreprises sous-traitantes, au sein desquelles les contrats de travail sont eux-aussi multiples. Il en résulte une omniprésence quotidienne de l'idéologie totalitaire du "management" sur les travailleurs dispersés et isolés les uns des autres et un sentiment d'impuissance, ne serait-ce que pour se lancer dans une lutte ouverte, voire dans la grève. À ce titre, la grève de la Telefónica est une expérience qui doit être partagée et reprise. C'est là l'autre intérêt de l'article du PCI. Le lecteur comprendra donc qu'il est secondaire pour nous de relever les divergences que nous avons avec les camarades, en particulier lorsqu'ils caractérisent le sabotage des syndicats comme le fruit de "l'opportunisme syndical" et non comme le résultat d'organisations qui sont devenues depuis longtemps des organes complètement intégrés à l'État capitaliste. Il en va de même lorsqu'ils dénoncent "l'opportunisme rénové" du parti Podemos – l'allié espagnol de Syriza au pouvoir en Grèce – alors même que l'article met en lumière l'action contre les grévistes de sa filiale catalane Guanyem, à la tête de la mairie de Barcelone, et souligne justement que « ces partis ont agi et agiront comme de véritables agents de la bourgeoisie parmi les prolétaires ». Du point de vue de classe, l'opportunisme est l'expression de la pénétration de l'idéologie bourgeoise **au sein** du mouvement ouvrier. Il y a bien longtemps que les partis de gauche et les syndicats, gangrenés alors par l'opportunisme, ont trahi le prolétariat et sont devenus partie-intégrante de l'appareil d'État capitaliste. À ce titre, ils ne sont plus opportunistes car ils n'ont plus rien de prolétarien. Ils sont des organes bourgeois à part entière.*

*Dans la bataille de classe de la Telefónica, nous nous retrouvons du même côté de la barricade, à savoir sur les mêmes positions, orientations de combat et mots d'ordre, que le PCI.*

**D**epuis 55 jours (1) les travailleurs sous contrats, des sous-traitants ou les faux «autonomes» (travailleurs dépendants mais obligés d'avoir un contrat commercial et non salarial avec l'entreprise) de Movistar mènent une grève dure contre l'une des plus grandes entreprises du capitalisme espagnol. Leurs revendications sont les suivantes:

- Abrogation du contrat «boucle» qui implique un système de points pour percevoir le salaire et selon lequel les travailleurs doivent payer de leur poche les frais occasionnés par leur travail, et qui en outre prévoit de fortes pénalités qui réduisent encore le salaire perçu.
- Égalité de traitement des travailleurs sous contrats et des sous-traitants avec ceux des employés fixes de l'entreprise avec même salaire et contrat à durée indéterminée.
- 40 heures de travail par semaine avec 2 jours de repos, alors que dans la situation actuelle ils travaillent jusqu'à 12 heures par jour tous les jours.
- Un mois de vacances par an.
- Sécurité au travail et équipements et outils nécessaires fournis par l'entreprise, de même que les équipements de protection individuelle, véhicules, carburant, etc.
- Possibilité pour tous les autonomes qui le veulent de devenir personnel fixe de l'entreprise dont ils dépendent.
- Garantie qu'il n'y ait pas de représailles pour fait de grève.

Telefónica, la marque principale de Movistar est la

principale entreprise espagnole du secteur des télécommunications et l'une des plus importantes au niveau mondial; elle est présente dans tous les pays d'Europe (principalement au Royaume Uni et en Allemagne où elle travaille sous le nom de 02), au Brésil (où elle est la principale entreprise de téléphonie sous la marque Vivo), en Argentine ainsi que d'autres pays d'Amérique Latine où elle a une moindre importance. Il s'agit en outre de l'entreprise espagnole ayant la plus grande capitalisation boursière, avec un bénéfice pour l'année 2012 de 4,4 milliards d'euros. De fait Telefónica a été longtemps considérée comme le «joyau de la couronne» du capitalisme espagnol, au même niveau que les plus grandes sociétés financières et au dessus de toute autre entreprise de la dite «économie réelle». Depuis que, dans les années 1995 à 1999, sous les gouvernements successifs de «gauche» et de droite de González (Parti Socialiste) et Aznar (Parti Populaire), elle ait été privatisée au moyen d'offres publiques d'actions, elle a représenté l'emblème de la vigueur du capitalisme espagnol, capable de s'étendre à pratiquement tous les marchés développés de la planète (à l'exception de la Chine) et de concurrencer victorieusement les entreprises capitalistes nationales et étrangères. Capable aussi de développer des systèmes sophistiqués de gestion de la main d'oeuvre qui lui ont permis d'accroître de façon vertigineuse ses bénéfices en réduisant ses coûts du travail: en Espagne, Telefónica a éliminé une grande partie de son personnel: il est passé de



80 000 avant la privatisation, à 28 000 aujourd'hui, grâce aux plans successifs de «Régulation de l'Emploi» qu'elle a pu réaliser sous les gouvernements de droite et de gauche au cours des dernières années.

Telefónica est un modèle pour tout le capitalisme espagnol aussi parce qu'elle a été capable de se restructurer avec la création de milliers d'entreprises dépendantes d'elle mais ayant une entité juridique propre, qui assument tous les travaux d'installation, d'entretien, de réparation, de relation avec la clientèle, etc. Il s'agit d'une structure extrêmement flexible qui permet à l'entreprise de réduire au maximum les risques en minorant la charge de capital constant et de capital variable qui dépendent directement d'elle. De cette façon, dans les périodes économiques favorables comme ce fut le cas lors du boom des télécommunications qui commença à la fin des années 90, Telefónica augmentait simplement le nombre de contrats à ces entreprises dépendantes, et lors de la récession elle s'en est séparée sans avoir à supporter le coût d'une surcapacité productive et d'un excès de main d'oeuvre.

Pour les prolétaires l'augmentation de la productivité et l'excellence de la gestion capitaliste de Telefónica ont eu un goût plus amer: la fragmentation en milliers d'entreprises avec lesquelles ils ont leur contrat de travail, a permis à ces dernières de fixer des conditions de travail nettement désavantageuses. Imposant à quelques dizaines de travailleurs à peine des négociations où ils sont de loin la partie la plus faible, les entreprises ont obtenu une baisse vertigineuse de leurs salaires, une augmentation du temps de travail à leur discrétion, toujours selon les besoins de la production et sans respecter même les réglementations légales, au point d'en arriver parfois à ce que les travailleurs payent en définitive l'entreprise pour travailler! Tout cela comme conséquence des exigences imposées par Telefónica aux entreprises dépendantes qui, à leur tour, se livrent concurrence entre elles pour maintenir leur lien avec l'entreprise-mère et ne pas disparaître. Si dans la crise capitaliste, les prolétaires payent par le chômage et la surexploitation le crime qu'ils ont commis de ne pas être assez rentables pour le capital, les périodes de prospérité qui ont fait du capitalisme espagnol un exemple pour le monde, ont été payées également par la misère ouvrière. Alors les prolétaires vendaient leur vie à l'entreprise pour survivre, aujourd'hui c'est l'entreprise qui en finit avec eux pour survivre.

Depuis le début, la grève des travailleurs de Telefónica a été marquée par une rupture complète avec la direction collaborationniste des organisations syndicales. Ces dernières, arguant que les travailleurs n'appartenaient pas à l'entreprise mère, ont toujours refusé de les inclure dans leurs revendications, qui concernaient uniquement les employés fixes de celle-ci; d'autre part ces revendications ont toujours été conditionnées par le respect des exigences de l'entreprise.

C'est la raison pour laquelle, dès le premier jour, quand la grève a commencé à Madrid, les travailleurs ont constitué des comités de grève chargés d'organiser et de diriger la lutte. L'exigence de base de cette mobilisation a été en fait

que ces comités de grève soient reconnus comme les seuls représentants des travailleurs face à la direction. Au mois d'avril les syndicats C.C.O.O et UGT (2) appelèrent à une grève des seuls travailleurs fixes de l'entreprise mère. Mais quelques jours avant son début, ils annulèrent cette grève en donnant pour acquis que leurs revendications aient été acceptées.

En réalité la direction avait simplement offert que rien ne change, sans prendre en compte aucune des revendications émises par les comités de grève. L'alliance entre direction et syndicats collaborationnistes voulait tout bonnement en finir avec l'organisation indépendante que s'étaient donnés les travailleurs et à travers laquelle ils luttaient pour leurs revendications, en contraste avec la politique de concessions dont les syndicats sont coutumiers.

Tout au long de la grève, les travailleurs des sous-traitants de Telefónica ont eu recours pour vaincre à des méthodes et des moyens correspondant à leurs exigences. Ils ont été ainsi capables pour défendre la grève, d'organiser des piquets chargés de veiller à ce que l'entreprise n'ait pas recours à des briseurs de grèves. Ils ont collaboré avec d'autres travailleurs qui sont en lutte dans leurs entreprises, ils ont étendu la grève hors des limites de l'entreprise pour dépasser les limites corporatistes; en définitive ils ont lutté pour faire de leur mouvement une lutte de classe et non une simple confrontation étroitement orientée vers le terrain de la négociation permise par l'Etat bourgeois afin d'arriver au plus vite à la domestication des luttes qui se portent sur ce terrain. Cette façon de mener la lutte a conduit qu'à un certain moment l'action combinée des syndicats et de l'entreprise s'est trouvée impuissante à la briser, au point que l'Etat bourgeois lui-même, représentant collectif des intérêts capitalistes, a dû prendre les choses en mains, faisant arrêter au début mai 13 grévistes, accusés de sabotage et d'intimidation envers les briseurs de grève. La dite «opération Muraille» de la police nationale avait comme objectif d'intimider les travailleurs, quelques jours avant que l'UGT et les C.C.O.O appellent à la fin du conflit. Les travailleurs des sous-traitants de Telefónica ont démontré une nouvelle fois que dans la société bourgeoise, loi, ordre et droit signifient uniquement maintenir les prolétaires esclaves du capital.

En définitive les travailleurs des sous-traitants de Telefónica ont rompu avec la tendance habituelle des grèves et des luttes contrôlées par la politique opportuniste qui a comme caractéristique de leur imposer le respect scrupuleux des intérêts patronaux au moment où il faudrait les affronter. En effet cette orientation non seulement prend bien garde non seulement de ne pas mettre en péril la bonne marche de l'entreprise, mais également de ne pas mettre en cause le renom de l'entreprise, son image compétitive et sa position par rapport à ses concurrents, transformant ainsi toute lutte en vaine gesticulation.

L'occupation à deux reprises du siège de Telefónica au World Mobile Congress a infligé un coup sévère à l'image de l'entreprise, en plein centre économique de Barcelone, qui est aussi la capitale du tourisme en Espagne. Ces occupations ont été le point culminant jusqu'ici d'une lutte

qui a toujours fait passer les intérêts des travailleurs avant les besoins de l'entreprise, et elles ont provoqué l'intervention de la future mairesse de la ville, Ada Colau: celle-ci a eu recours à toute la force politique de son parti, *Guanyem* (rassemblement local lié à *Podemos*), pour obtenir que les travailleurs abandonnent l'occupation du siège de Telefónica devant lequel s'étaient rassemblés des centaines de membres des familles ainsi que des travailleurs d'autres entreprises, pour éviter une intervention policière, et qu'ils abandonnent leur exigence que l'entreprise mère négocie comme partie prenante du conflit.

Les prolétaires des sous-traitants ont démontré que si la bourgeoisie qui est en permanence en lutte contre ses concurrents nationaux et internationaux, mais aussi contre les travailleurs en cherchant à obtenir toujours plus de profit et réorganisant dans ce but le procès productif afin de maximiser l'extraction de plus-value, en isolant les travailleurs et en les mettant en concurrence entre eux, elle peut aussi essayer des échecs quand les travailleurs s'unissent pour surmonter cette concurrence.

Les prolétaires des sous-traitants de Telefónica ont montré que pour vaincre les travailleurs doivent prendre leur lutte entre leurs mains, défendant leurs seuls intérêts de classe face à tous les appels à les rendre compatibles avec les intérêts économiques de l'entreprise. Ils ont montré que les méthodes et les moyens classistes sont les seuls qui, sans garantir la victoire, peuvent permettre en tout cas de l'obtenir.

Les prolétaires des sous-traitants se sont trouvés face à la force unie de l'opportunisme syndical et de la police de l'Etat bourgeois; ils ont connu la répression, traînés dans

les commissariat et accusés de graves délits. Ils ont ainsi mis en évidence que la bourgeoisie utilisera tous les moyens contre toute tentative de lutte prolétarienne qui cherche à suivre la voie de l'affrontement réel avec les patrons.

Enfin, les prolétaires des sous-traitants de Telefónica ont vu apparaître sur la scène la force de cet opportunisme rénové sous la forme des partis «rénovateurs» du style *Podemos* ou *Guanyem*. Appuyant en paroles la lutte ouvrière, ces partis ont agi et agiront comme de véritables agents de la bourgeoisie parmi les prolétaires, défendant en réalité les intérêts de celle-ci qui les utilise comme médiateurs vantant toujours les petits avantages qui peuvent être obtenus au cours d'une lutte pour mieux stériliser cette dernière et dissimuler sa nature de conflit entre prolétaires et bourgeoisie; sous le prétexte des «conquêtes réellement possibles» ils veulent empêcher la grande conquête qui est, selon les paroles du *Manifeste du Parti Communiste*, «l'union grandissante entre les travailleurs».

**Pour la reprise de la lutte classiste du prolétariat!  
Pour la défense intransigeante des conditions de vie du prolétariat!**

Parti Communiste International  
1/6/2015

(1) La grève est maintenant terminée (NdlR).

(2) Les Commissions Ouvrières (CCOO), traditionnellement liées au PC, et l'UGT, proche du Parti Socialiste, sont les deux plus grands syndicats espagnols.

## Bilan de la Lutte étudiante et des assemblées de quartier de 2012 au Québec

« Dans toute notre intervention lors de la lutte étudiante, nous avons eu comme leitmotiv qu'il fallait que [les étudiants] élargissent leur lutte à d'autres secteurs de la société, en particulier les travailleurs... »

« Pour résumer, la "grève sociale" a échoué essentiellement parce que le Travail ne s'est pas mis en grève. Et si les travailleurs ne se sont pas mis en grève, c'est surtout grâce à l'immobilisme consciemment calculé des grandes centrales syndicales »

(Communistes Internationalistes – Klabatalo)



## La grève illimitée des travailleurs espagnols des télécoms (CWO-TCI)

Nous reproduisons ici la prise de position de la Communist Workers Organization, le groupe britannique de la Tendance Communiste Internationale ([www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)), sur la grève de la Telefónica. Elle introduisait la traduction d'un texte en espagnol envoyé par un gréviste. Nous n'avons pas la place de le reproduire ici et il nous semble que l'article précédent du PCI rend mieux compte de cette lutte ouvrière. Nous faisons suivre le texte de la TCI par quelques commentaires de discussion de notre part : extension dans la corporation ou extension géographique ?



Le document qui suit est traduit de [telefonica.blogspot.com.es](http://telefonica.blogspot.com.es). Il décrit la grève illimitée ou totale des travailleurs du secteur des télécommunications en Espagne. Cela est déjà rare en soi dans la lutte de classe de ces dernières années. Nous ne partageons pas nécessairement les perspectives du rédacteur JM (que nous ne connaissons pas) mais nous le publions car il est de notre devoir internationaliste de briser le black-out des nouvelles sur la résistance des ouvriers aux attaques croissantes du système capitaliste sur leurs conditions de vie. Pour ce que nous en comprenons, la grève continue encore après deux mois et les travailleurs se sont organisés eux-mêmes en assemblées qui se réunissent tous les 15 jours. Il est rare aujourd'hui de voir des travailleurs se mettre en grève totale mais JM montre bien qu'ils ont atteint un point de désespoir face au niveau d'exploitation provoquée par la précarisation des conditions de travail (faux "auto-entrepreneurs" pour que les ouvriers paient leur propre équipement, pas d'horaires mentionnées dans les contrats, etc.) qui sont maintenant prévalants dans les pays capitalistes avancés. Cela aura beaucoup d'échos pour les ouvriers de toutes parts qui vivent les mêmes conditions.

Ses commentaires sur les syndicats, officiels et nouveaux syndicats, sont intéressants. Fondamentalement, il les accuse d'être inutile pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs. Les syndicats établis sont tellement devenus une partie du cadre légal de l'État que cela est maintenu reconnu par de nombreux ouvriers au niveau mondial. Cependant, beaucoup espèrent encore qu'en constituant de nouveaux syndicats de base, ils peuvent les transformer en de véritables organes de lutte. Mais, comme JM l'évoque, les nouveaux syndicats sont à peine mieux que les vieux car dès qu'ils ont une existence permanente, ils sont alors aussi aspirés dans les arrangements institutionnels de l'État et se situent sur un autre terrain que celui des travailleurs en lutte. Le problème n'est pas ici une question d'intentions, de bons ou mauvais dirigeants, mais de la fonction de tout organe économique qui vise à une existence permanente aujourd'hui sous le capitalisme. Voilà pourquoi les comités de grève des ouvriers formés à partir de la lutte et contrôlés par les rassemblements ou assemblées de masse sont une voie plus efficace pour la véritable lutte comme le montrent les ouvriers des télécoms en Espagne.

Les ouvriers des télécoms luttent ici pour leur propre existence et les arguments de JM sur la nécessité d'une plus grande solidarité à leurs égards sont très convaincants. Nous ne faisons pas de commentaires sur leurs revendications qui sont l'affaire des ouvriers en lutte. Mais les obtenir sera difficile car le capitalisme en crise se doit d'augmenter le taux de l'exploitation. Il y a aussi un aspect qui manque dans le récit de JM. Il y a des possibilités concrètes ici pour une extension internationale de la lutte dans la mesure où Telefonica opère dans 5 pays et emploie plus de 100 000 travailleurs. Mais ce n'est pas mentionné dans ce document. Cependant cela n'enlève rien au fait qu'après des années de recul, cette lutte est une pièce de plus qui montre que la classe ouvrière que les gribouilleurs capitalistes ont gommé de l'histoire, a encore une histoire propre devant elle. À long terme, cela ne sera pas juste revendiquer de meilleures conditions de travail face aux patrons mais un système meilleur qui non seulement se passera de patrons mais de tout le système d'exploitation. Des luttes comme celle-ci, des étincelles de conscience se développeront qui au cours du temps se relieront politiquement au programme communiste pour établir un cadre organisationnel qui peut mener le combat pour un nouveau monde de producteurs librement associés.

CWO.

## Extension dans la corporation ou extension géographique ?

**N**ous saluons la présentation que les camarades de la Communist Workers Organization (organisation de la Tendance Communiste Internationaliste en Grande-Bretagne) ont fait à leur traduction en anglais [Spanish Telecom Workers on All-Out Strike](#) d'un récit de la grève illimitée dans le secteur des télécoms en Espagne ([telefonica.blogspot.com.es](#)). Nous soutenons la démarche de soutien de la CWO aux grévistes en Espagne (qui subissent des conditions d'exploitation chaque fois plus insupportables comme partout dans le monde) et sa volonté de souligner l'importance et le signification politique de ce type de lutte ouvrière actuellement : ces luttes sont une réalité " censurée " aujourd'hui au niveau international. En reproduisant ce texte, nous essayons en premier lieu de participer au combat de la CWO pour essayer de « briser le black-out des nouvelles sur la résistance des ouvriers ».

Nous sommes aussi globalement d'accord avec sa dénonciation des syndicats qu'ils soient " officiels " (les grandes et vieilles confédérations syndicales) ou bien qu'il s'agisse des syndicats plus combatifs et minoritaires souvent présentés comme les " syndicats de base ". Effectivement, toute organisation de masse unitaire, toute organisation de lutte, (type syndicat bien sûr mais il en va de même pour toute assemblée ou comité de grève qui survivrait à une lutte ouverte) ne peut subsister en permanence sauf à être inexorablement absorbée et retournée par l'État capitaliste totalitaire de notre époque contre les intérêts de la classe ouvrière (comme ce fut le cas avec la création du syndicat Solidarnosc en Pologne en 1980) à l'exception de périodes de mobilisation massive (c'est-à-dire principalement pré-révolutionnaires ou révolutionnaires). Dans ce sens, la formule du texte de la CWO selon laquelle « les comités de grève des ouvriers formés à partir de la lutte et contrôlés par les rassemblements ou assemblées de masse sont une voie plus efficace pour la véritable lutte » est maladroite car elle laisse la porte ouverte à l'idée que les syndicats représenteraient encore " une voie (certes moins efficace) pour la lutte ". Alors qu'ils en sont les saboteurs et les opposants (quelles que soient la volonté et la sincérité des délégués et militants de base).

Enfin, nous pensons que la mise en avant par la CWO d'une orientation d'extension internationale au secteur des télécoms car « il y a des possibilités concrètes ici pour une extension internationale de la lutte dans la mesure où Telefonica opère dans 5 pays et emploie plus de 100 000 travailleurs » n'est pas la voie à suivre, ni l'orientation de combat à mettre en avant. Concrètement, **dans les faits réels et dans la pratique**, cette orientation si elle devait être reprise par les travailleurs signifierait non seulement risquer de s'enfermer très rapidement sur le terrain corporatiste et **donc redonner inévitablement** la main aux syndicats officiels (sauf à aller massivement dans les autres pays... ce qui est peu réalisable dans les faits, chacun nous l'accordera, et loin d'être " concret "). Selon nous, l'orientation que les communistes doivent mettre en avant dans ce type de luttes est au contraire l'extension " **géographique** " par delà la corporation, dans les villes et entreprises qui sont accessibles par la masse des travailleurs en grève; ici aux autres secteurs ouvriers de Madrid, de Barcelone, etc... Ainsi l'extension de la lutte aux autres secteurs sur une base géographique tend à affirmer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière comme un tout face à l'État capitaliste et l'ensemble de son appareil (syndicats, forces politiques, police, médias, etc.) qui, en autres choses, cherchent toujours à la diviser et précisément à briser son unité. C'est, selon nous, " la voie la plus efficace " car une " possibilité concrète " (réellement, pratiquement, celle-là, il est plus facile et possible de contacter les travailleurs de la même ville que ceux de la même entreprise " mondialisée ") pour imposer un rapport de forces au capital tant du point de vue des revendications immédiates (et ainsi pouvoir faire reculer momentanément le capital au plan de ses attaques économiques) que du point de vue de l'indispensable expérience pour la lutte historique révolutionnaire du prolétariat. C'est aussi comme cela que les « étincelles de conscience se développeront [et] se relieront politiquement au programme communiste ».

Ces quelques observations critiques faites\*, il n'en reste pas moins que nous nous associons à la CWO-TCI pour soutenir cette lutte comme toutes celles de la classe ouvrière et que nous partageons l'essentiel de sa dénonciation des syndicats tout comme sa mise en évidence « qu'après des années de recul, cette lutte est une pièce de plus qui montre que la classe ouvrière (...) a encore une histoire propre devant elle »

GIGC, 8 juin 2015.

Note\*: Depuis ce premier article, la CWO a en publié un autre qui revient sur cette grève. Il convient de relever que les faiblesses du premier que nous critiquons ici, ne sont pas reprises dans celui-ci, [Telefónica strike in Spain](http://www.leftcom.org/en/articles/2015-08-01/telefonica-strike-in-spain) (<http://www.leftcom.org/en/articles/2015-08-01/telefonica-strike-in-spain>).

### **Montréal : réunion ouverte du GIGC le mercredi 21 octobre 2015, 19h.**

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 21 octobre 2015 à 19h à la librairie La Flèche rouge, 3235 Ontario est, Montréal. Les camarades peuvent aussi nous écrire à notre boîte mail, [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com), pour toute rencontre. À ce jour, nous n'organisons pas de permanence en France mais on peut prendre contact avec nous à la même adresse afin d'organiser toute rencontre ou réunion sur Paris (de préférence).

## Débat au sein du camp prolétarien

### Sur les “ prédictions ” et le cours historique

Nous publions ci-après un courrier d'un ancien membre du CCI, le camarade MG, qui nous a envoyé des commentaires critiques sur le dernier numéro de notre revue. Il revient en particulier sur notre article [Une nouvelle période s'ouvre...](#)<sup>3</sup> et participe ainsi au débat interne que nous avons ouvert aux lecteurs avec la publication des [Commentaires critiques](#)<sup>4</sup> d'un de nos membres. Mais avant de prendre connaissance de ce débat, certains parmi nos lecteurs et sympathisants ne manqueront pas de s'interroger : quel intérêt y a-t-il à développer des discussions pour savoir si la situation est plus ou moins favorable au prolétariat ? N'est-ce pas là du pinaillage inutile ? Ne suffit-il pas pour les révolutionnaires et tous ceux qui sont désireux de participer à la lutte de classe contre le capital d'appuyer, de soutenir et de participer à toutes les luttes qui se présentent “ en défendant les principes et positions révolutionnaires ” ? En fait, cette question traverse de manière plus ou moins ouverte, ou affirmée, l'ensemble des groupes révolutionnaires et communistes : faut-il avancer des “ hypothèses ” sur l'évolution des luttes ouvrières et plus largement sur le cours historique de la lutte des classes ? Et si oui, jusqu'à quel point au risque de tomber dans des prédictions hasardeuses et de se tromper ? Elle trouve son expression la plus aboutie dans le débat qui oppose depuis toujours le CCI “ historique ”<sup>5</sup> et la TCI (ex-BIPR) sur la question du “ cours historique ”<sup>6</sup>.

Tout ouvrier révolutionnaire ou tout simplement combatif et militant qui a été confronté à une quelconque lutte ouvrière, plus ou moins large, sur son lieu de travail, dans son quartier ou ville, a été amené avec ses camarades de lutte à se poser la question suivante : notre lutte tend-elle à se développer et à gagner en force et vitalité contre la direction, le patron, l'entreprise... ou bien tend-elle à perdre force, énergie et efficacité et à se replier ? La réponse à cette question détermine l'attitude et les orientations concrètes et immédiates de combat en essayant de les adapter à l'évolution de la situation au fil des jours (parfois des heures), c'est-à-dire à la dynamique du rapport des forces en présence. Pourquoi ce qui est une évidence et une nécessité pour tout ouvrier combatif et militant, et encore plus pour tout militant révolutionnaire actif sur son lieu de travail ou son quartier, ne serait pas encore plus évident pour les groupes politiques révolutionnaires organisés précisément pour intervenir dans les luttes de leur classe ? Et encore plus, pour les groupes communistes dont la tâche principale et spécifique est justement non seulement de défendre des positions de classe de principe mais aussi et, d'une certaine manière, surtout des orientations politiques et des mots d'ordre répondant aux nécessités de chaque moment – historique et immédiat, international ou local – de la lutte entre les classes ?

*« La social-démocratie [les groupes communistes d'aujourd'hui] est l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat. Elle ne peut ni ne doit attendre avec fatalisme, les bras croisés, que se produise une « situation révolutionnaire » ni que le mouvement populaire spontané tombe du ciel. Au contraire, elle a le devoir comme toujours de **devancer** le cours des choses, de chercher à le précipiter. Elle n'y parviendra pas en donnant au hasard à n'importe quel moment, opportun ou non, le mot d'ordre de grève, mais bien plutôt en faisant comprendre aux couches les plus larges du prolétariat que la venue d'une telle période est **inévitabile**, en leur expliquant les **conditions sociales** internes qui y mènent ainsi que ses conséquences politiques. Pour entraîner les couches les plus larges du prolétariat dans une action politique de la social-démocratie, et inversement pour que la social-démocratie puisse prendre et garder la direction véritable d'un mouvement de masse, et être à la tête de tout le mouvement **au sens politique** du terme, il faut qu'elle sache en toute clarté et avec résolution, fournir au prolétariat allemand pour la période des luttes à venir, une **tactique** et des **objectifs**. »* (Rosa Luxemburg, Grève de masse, souligné par l'auteur).

Voilà pourquoi nous attachons autant d'importance à clarifier et comprendre si des événements comme le 11 septembre 2001 (les attentats de New-York) ou du 7 janvier 2015 (ceux de Paris), pour ne citer que ceux-ci, représentent, ou non, un changement, voire une rupture, avec la dynamique historique antérieure et s'ils annoncent, ou non, de nouveaux enjeux historiques. Voilà aussi pourquoi il convient d'essayer de comprendre quelle est la marche générale des événements, leurs cours, et plus particulièrement la dynamique des luttes ouvrières. Voilà quel est le débat que nous poursuivons ici publiquement à partir du courrier du camarade MG.

GIGC, juillet 2015.

3 . <http://www.igcl.org/Une-nouvelle-periode-s-ouvre-la>.

4 . <http://www.igcl.org/Commentaires-critiques-a-propos-du>.

5 . Compris comme courant historique qui dépasse largement l'organisation formelle décrépite d'aujourd'hui.

6 . « En aucun cas, il ne peut être question pour une organisation révolutionnaire de jouer au Nostradamus et d'établir sa politique sur des prédictions abstraites. Mais c'est précisément cette erreur que fait le CCI avec son concept de “ cours historique ” » [Marxism or Idealism, our Differences with the ICC](#), [marxisme ou idéalisme, nos divergences avec le CCI, traduit par nous ([www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)).



## **Prenons-nous nos désirs pour des réalités ? Sommes-nous trop “ optimistes ” sur la dynamique des luttes ouvrières ?**

### **Correspondance avec le camarade MG**

J'ai jeté un *coup d'œil* sur RoG3 dans lequel je trouve beaucoup de bonnes choses mais aussi beaucoup de rabâchage de positions qui me font l'effet qu'elles auraient pu être écrites il y a dix, vingt ou trente ans. Donc tout n'y est pas faux. Loin de là, mais je ne développe ici que mes humeurs critiques.

### **Le flou sur où on en est aujourd'hui**

Il y a un côté appel incantatoire avec multiplication de points d'exclamation qui reflète plus une « indignation » qu'une réflexion en profondeur sur les conditions de la situation actuelle.

La perspective des « affrontements de classes décisifs » sonne comme une réédition des perspectives (erronées) du CCI des années 1980. Vous me direz que ce n'est pas parce qu'il s'est trompé dans les années 1980 que l'affirmation de cette perspective aujourd'hui n'est pas valable. Peut-être, mais l'argumentation doit alors être plus étayée. C'est cette insuffisance de l'argumentation qui fait que Stavros, dans la discussion interne à votre groupe si je comprends bien, émet des réserves sur l'orientation de RoG « *Une nouvelle période s'ouvre...* ».

Si je schématise, RoG défend l'idée que le changement de période (il y a un avant et un après janvier 2015) exprime le début d'une offensive généralisée de la bourgeoisie contre le prolétariat, pour entraîner celui-ci dans des « *confrontations massives de classe* » et pouvoir ouvrir la voie à une nouvelle guerre mondiale généralisée.

En même temps, il faut que le prolétariat « *hisse son combat au niveau politique contre l'Etat et son appareil, particulièrement politique (de gauche et gauchiste) et syndical. Pour cela, impulsé par ses minorités les plus combatives, il doit assumer l'organisation de l'extension et de l'unité de ses luttes contre les manœuvres syndicales et gauchistes. Pour cela, les minorités révolutionnaires organisées et, en première ligne, les groupes communistes doivent développer une intervention politique générale – contre toutes les manœuvres idéologiques et politiques des États capitalistes – et particulière dans les luttes ouvrières pour assumer et matérialiser la direction politique derrière laquelle le prolétariat dans son ensemble pourra se regrouper, s'opposer de toutes ses forces et finalement détruire le capitalisme.* »

Ce n'est pas pour rien qu'on retrouve quasiment mot pour mot la même formulation dans l'article sur « *le début des confrontations massives de classe* » et dans celui sur la nouvelle période : il ne manque au prolétariat que de savoir « *hisser son combat au niveau politique ; c'est-à-dire à assumer l'affrontement politique pour la direction de ses luttes [...].* »

Ce n'est pas une argumentation, c'est une incantation. On lit et on se dit : ah, bon !

Mais pour mettre en place quoi ? Comment y parvenir à partir des conditions d'aujourd'hui ? Rien au-delà des généralités : « *s'opposer de toutes ses forces et finalement détruire le capitalisme* » et, en toute fin : « *que vienne rapidement le véritable communisme (qui est l'opposé du stalinisme), une société mondiale sans exploitation, sans classe, sans misère et sans guerre !* »

Le *rapidement* est un vœu pieux, qui plus est, dangereux. Pour s'en tenir simplement à ces dernières années. Les caractéristiques sociales des différents mouvements « populaires » de 2010-2011 dans lesquels ont percé quelques expressions de la classe ouvrière, ont cédé la place à une réorganisation de l'encadrement par tous les moyens politiques, militaires, religieux, dans des « unions nationales » contre le « terrorisme » qui relèguent en arrière-plan les préoccupations de défense du terrain des conditions de vie et de travail. Le rapport des forces actuel n'est pas favorable au prolétariat. Les classes travailleuses, les prolétaires, les chômeurs, absorbés par la dureté des conditions de vie au quotidien, asphyxiés par une communication de propagande et de publicité omniprésente, brutalement réprimés dès que les mobilisations se radicalisent, ne sont pas ou très peu dans une dynamique de mobilisation, encore moins d'*extension*, condition nécessaire et indispensable à une dynamique de montée des luttes du prolétariat.

C'est d'ailleurs ce qui permet aux différentes bourgeoisies nationales de poursuivre leurs politiques et que l'accumulation du capital, même dans l'austérité, la guerre économique et les guerres tout court, a encore beaucoup de profits devant elle. Baisse tendancielle du taux de profit et saturation tendancielle du marché mondial sont toujours là, mais les perspectives de renversement de ce « marché mondial », c'est-à-dire des pouvoirs politiques, économiques et militaires des capitalistes ne sont pas encore à l'ordre du jour.

En l'état actuel du rapport de forces attention à ne pas tomber dans les affrontements prématurés au risque de voir le prolétariat battu « paquet par paquet » sans possibilité d'extension internationale. Ce fut le scénario des années 1980 : une bonne grosse défaite physique et idéologique (Pologne 1981), puis une succession de défaites, l'une après l'autre, schématiquement une par an (83 Belgique, 84 UK, 85 Danemark, 86 France cheminots, 87 Italie Cobas coordinations<sup>7</sup> France...). Et c'en est terminé de la seule et unique « vague » (à l'échelle d'une génération) de luttes ouvrières : 1968-81.

7 . Les COBAS et les Coordinations surgirent en Italie et France au milieu des années 1980 comme des formes d'organisation ouvertes des luttes entre comités de grève et assemblées générales (note de la rédaction).



Depuis, ce sont les bourgeoisies nationales, le capitalisme mondialisé et financiarisé à leur service qui sont à l'initiative. C'est la géopolitique inter-impérialiste qui est au devant de la scène : un « cours de guerre » [je ne dirais plus aujourd'hui « cours à la guerre » comme nous le formulions dans le CCI, cela donne une impression d'analyse mécaniste].

Je suis frappé par le fait qu'à aucun moment RoG n'évoque ce danger d'« affrontements prématurés » (une analyse pourtant importante des positions du CCI dont vous assumez la continuité) et se laisse aller à cette infantile formule « *que vienne rapidement le véritable communisme* »... alors qu'il faudra pour cela d'abord parvenir à une situation de « double pouvoir », dans l'ensemble de la société à l'échelle internationale... Un processus qui passera par la constitution d'organisations de classe, à partir des assemblées générales, avec la participation du plus grand nombre, avec des objectifs à définir, à partir des conditions réelles dans lesquelles se forment les « confrontations »...

Les quelques exemples des résistances de classe bien réelles que nous pouvons donner actuellement montrent bien le peu de poids face aux mesures de toutes sortes subies par cette même classe ouvrière, qui se vit à peine comme « classe », moins encore comme « classe révolutionnaire internationale ».

La lutte de classes est bien là et c'est la bourgeoisie qui la gagne, pour le moment. Il ne sert à rien d'en appeler pathétiquement à se « hisser » à on ne sait quelle hauteur, surtout si on rejette parmi les caractéristiques actuelles de la lutte des classes celles qui se sont exprimées dans les mouvements de type « Indignados » ou « Occupy » qui, malgré leurs limites, sont une composante majeure des perspectives des luttes à venir (occupation de la rue, participation la plus large, auto-organisation qui, dans leur expression initiale sont des caractéristiques authentiquement « prolétariennes »), en particulier dans le contexte de chômage massif des plus jeunes générations.

Il est totalement erroné de votre part de ne retenir dans l'accent mis sur ces caractéristiques que « l'apologie du démocratisme » (cf. mes remarques précédentes\* sur la démocratie ouvrière).

(...)

Fraternellement  
MG, 18 février 2015

Note \* : Dans un précédent courrier, le camarade MG nous avait transmis des commentaires critiques rapides sur l'approche que nous utilisons pour dénoncer la démocratie bourgeoise en particulier dans *RG #2*. Sans doute aurons-nous l'occasion d'y revenir dans le futur.

## Réponse aux commentaires du camarade MG

**E**n premier lieu, retenons que le camarade n'a pu faire que des commentaires critiques rapides et que son courrier ne prétend pas présenter une analyse ou des prises de position finies. Cela ne nous empêchera pas pour notre part d'essayer de pousser la logique de ses commentaires à leur terme – en espérant ne pas trahir sa pensée. Ensuite relevons que MG nous avertit qu'il s'est concentré sur ses « *humeurs critiques* » et qu'il « *trouve beaucoup de bonnes choses* » dans notre revue. Si on peut regretter qu'il n'ait pas pris la peine de pointer ce qu'il trouvait « bon », nous saluons l'effort et la volonté de rédiger son point de vue critique et encourageons tout lecteur à faire de même. Pour notre groupe, c'est important et même essentiel tant pour nos propres réflexions et discussions internes que pour les combats politiques que nous entendons mener au sein même du camp révolutionnaire. Néanmoins, nous ne rentrerons pas dans la discussion spécifique sur l'analyse du CCI ayant présenté les années 1980 comme « les années de vérité »<sup>8</sup>.

8 . Discuter sérieusement, avec méthode, du degré de validité ou d'erreur de cette analyse impliquerait de revenir sur les conditions d'alors de son élaboration, sur la valeur des questions politiques qui se posaient à la fin des années 1970 et à l'orée des années 1980 – en particulier avec le changement d'orientation politique de la bourgeoisie vis-à-vis de la classe ouvrière passant de la perspective de partis de gauche au pouvoir (années 1970) à celle de partis de droite « dure » qu'incarnaient dans les années 1980 l'arrivée au pouvoir de Thatcher (1979) en Grande-

Nous ne pensons pas qu'il appartient au GIGC de défendre l'histoire du CCI qui, pour l'essentiel, appartient au passé – il suffit de voir l'état présent de déliquescence, disons de... décomposition, de son organisation « formelle ».

Quelle est la critique principale du camarade MG ? En gros, il trouve que nous surestimons les capacités de lutte du prolétariat aujourd'hui. Son impression se base sur notre affirmation de la perspective « d'affrontements de classe décisifs ». En cela, il ne fait que rejoindre nombre de nos critiques, individus ou groupes politiques, ce qui rend son propos encore plus intéressant. Qu'il aille jusqu'à penser que nous sommes dans un « *cours de guerre* » a le mérite d'aller jusqu'au bout de la logique de ses commentaires.

### La résistance ouvrière contre la crise capitaliste reléguée aujourd'hui en arrière plan ?

Nous ne partageons pas le constat selon lequel « les

Bretagne et de Reagan (1981) aux États-Unis. Par ailleurs, la plupart des critiques « des années de vérité » d'aujourd'hui, souvent d'anciens du CCI, présentent cette analyse comme le début de la fin du CCI. Ce faisant, ils oublient toute l'expérience d'intervention de cette organisation dans les années 1970 et 80 et, de fait, la rejettent et participent d'en éloigner les jeunes générations révolutionnaires.

caractéristiques sociales des différents mouvements “ populaires ” de 2010-2011 dans lesquels ont percé quelques expressions de la classe ouvrière, ont cédé la place à une réorganisation de l’encadrement par tous les moyens politiques, militaires, religieux, dans des « unions nationales » contre le “ terrorisme ” **qui relèguent en arrière-plan les préoccupations de défense du terrain des conditions de vie et de travail**» (nous soulignons). Notre article [Luttes ouvrières dans le monde](#)<sup>9</sup> souligne justement qu’il n’en est rien et que la tendance – ou dynamique – **dominante**<sup>10</sup>, **c’est-à-dire déterminante “ en dernière instance ”**, dans la période actuelle est justement à l’affirmation des intérêts de classe spécifiques. Les mobilisations significatives (postérieures au courrier du camarade) comme celle de Bursa en Turquie ou de la Telefónica en Espagne (pour ne citer que les dernières à l’heure où nous écrivons), montrent bien que malgré “ les réorganisations de l’encadrement – pour paraphraser MG –, les préoccupations de défense du terrain des conditions de vie et de travail restent au premier plan ”. Cette résistance plus ou moins affirmée, plus ou moins ouverte (dans des luttes) aux impératifs de chaque capital national est justement une caractéristique essentielle de la période actuelle que chaque bourgeoisie a été contrainte de prendre en compte dans ses politiques tout spécialement face à la crise ouverte en 2008. Mais nous n’avons pas l’intention d’entamer une discussion pour établir si “ le verre de la lutte de classe prolétarienne est à moitié plein ou à moitié vide ” ce qui nous amènerait très rapidement à opposer de manière abstraite, absolue et catégorique d’une part les forces et de l’autre les faiblesses des luttes ouvrières .

«Dans l’espace immatériel de l’analyse logique abstraite on peut prouver avec la même rigueur aussi bien l’impossibilité absolue, la défaite certaine de la grève de masse, que sa possibilité absolue et sa victoire assurée. Aussi la valeur de la démonstration est-elle dans les deux cas la même, je veux dire nulle» (Rosa Luxemburg, grève de masse).

La racine de la divergence est ailleurs. Comme beaucoup, MG tire argument du fait que les luttes ouvrières n’aient pas réussi à faire reculer les attaques de la bourgeoisie, pour en tirer la conclusion que c’est « *la géopolitique inter-impérialiste qui est au devant de la scène* [et que nous sommes dans] un “ *cours de guerre* ” ». Bref, que la classe ouvrière est aujourd’hui en grande partie impuissante face au capital, à la misère, et à la perspective de guerre impérialiste généralisée.

### **Arrêter la misère et les guerres sans détruire le capitalisme ?**

« *Le rapport des forces actuel n’est pas favorable au*

9 . <http://www.igcl.org/Luttes-ouvrieres-dans-le-monde>. Nous renvoyons aussi à la rubrique en anglais **Briefs News** (en italien **Brievi Notizie**) du site web de la TCI ([www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)).

10 . “ Dominante ” car il ne s’agit pas d’avoir une vision unilatérale excluant toute possibilité de tendance opposée.

prolétariat. Les classes travailleuses, les prolétaires, les chômeurs, absorbés par la dureté des conditions de vie au quotidien, asphyxiés par une communication de propagande et de publicité omniprésente, brutalement réprimés dès que les mobilisations se radicalisent, ne sont pas ou très peu dans une dynamique de mobilisation, encore moins d’extension, condition nécessaire et indispensable à une dynamique de montée des luttes du prolétariat. (...) **C’est d’ailleurs ce qui permet aux différentes bourgeoisies nationales de poursuivre leurs politiques et que l’accumulation du capital, même dans l’austérité, la guerre économique et les guerres tout court, a encore beaucoup de profits devant elle.**» (MG, nous soulignons). Sous une forme ou une autre, cet argument nous est régulièrement opposé contre notre conception du cours historique et notre analyse selon laquelle nous entrons dans une période de confrontation massive entre les classes. La preuve de l’impuissance du prolétariat serait dans la poursuite de la crise du capital, de l’austérité, de la misère et des guerres impérialistes locales.

Comme s’il pouvait en être autrement ! Tant que le pouvoir d’État reste le pouvoir de classe de la bourgeoisie, que l’État capitaliste (démocratique ou non) reste en place, le rapport de force “ immédiat ”, pris en soi, est défavorable à la classe exploitée. Que les guerres impérialistes (locales) et que la crise capitaliste aux conséquences dramatiques pour des centaines de millions de prolétaires et d’êtres humains continuent de s’aggraver quelle que soit la dynamique des luttes ouvrières est une évidence. La dynamique de développement des luttes ouvrières ne peut influencer **momentanément** que sur le degré d’austérité et de misère, voire dans certains cas précis sur une guerre locale, mais elle ne peut aucunement les arrêter tant que la question du pouvoir d’État n’est pas directement présente et posée par la classe exploitée et révolutionnaire massivement mobilisée : tant que l’insurrection ouvrière, la destruction de l’État capitaliste et l’exercice de la dictature du prolétariat ne sont pas devenues des mots d’ordre d’action immédiats. L’argumentation selon laquelle le fait que l’austérité, la misère, les guerres continuent à s’aggraver serait la manifestation que le prolétariat n’est pas dans une dynamique de développement de ses luttes revient à considérer que le capitalisme pourrait ne plus être misère et guerre, c’est-à-dire ne plus être capitalisme ; que misère et guerre pourraient disparaître sans qu’il soit détruit. Sa destruction devient alors un souhait, une idée généreuse ou utopique, mais non une nécessité matérielle déterminant le caractère radical de la révolution et l’antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie. Si l’on pousse cet argument jusqu’à ses conséquences ultimes, on peut rejoindre très rapidement la vision anarchiste qui ignore le pouvoir d’État et le fait que la confrontation à celui-ci s’impose en permanence et en tout lieu au prolétariat. Elle mène aux illusions et pièges de l’autogestion ou des communautés autonomes et à la sous-estimation, voire l’abandon pur et simple, du combat politique que l’ensemble de la classe ouvrière doit

assumer. Voilà l'erreur fondamentale "de principe", surtout pour quiconque se rattache à l'expérience du mouvement ouvrier et sa théorie révolutionnaire, le marxisme, et à sa position sur l'État, de l'argument repris à son tour par le camarade MG.

Que l'austérité et les guerres locales continuent à se multiplier ne dit rien en soi de la réalité de la dynamique concrète de la lutte des classes en cours sinon que le prolétariat international est encore loin de sa prise du pouvoir, de son insurrection ; et tout aussi loin d'être en capacité de présenter une alternative à cette barbarie quotidienne et généralisée. Et que c'est bien la bourgeoisie qui est au pouvoir et qui est la classe dominante aux plans économiques, politiques et idéologiques.

### **Comment comprendre l'évolution du rapport entre les classes ?**

*« Ce qui manque à tous ces Messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là, que l'effet. Que c'est une abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais tout le grand déroulement des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, très inégales sans doute – dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus originelle, la plus décisive – qu'il n'y a rien ici d'absolu, que tout est relatif... »* (Engels à Schmidt, 27 octobre 1890).

D'abord clarifions une confusion assez répandue – MG l'exprime à sa manière – par rapport à notre position selon laquelle "la nouvelle période qui s'ouvre est celle des confrontations massives". Beaucoup y voient une "surestimation" des capacités actuelles du prolétariat. Or, nous le répétons encore une fois, affirmer que nous entrons **dans une période particulière de confrontations massives entre les classes** ne signifie en rien que le prolétariat international va inéluctablement en sortir victorieux. Nous essayons précisément d'avertir que nous entrons dans une période où la bourgeoisie passe à une attaque encore plus frontale et décidée contre la classe exploitée. Que la classe capitaliste ne va pas simplement se limiter à aggraver l'exploitation du travail mais aussi qu'elle va chercher à imposer au prolétariat international une série de défaites idéologiques, politiques et... physiques sanglantes (par des provocations et la répression). Et cela afin de lui infliger une défaite "historique internationale" qui seule ouvrirait au capitalisme la voie à une 3ème guerre impérialiste mondiale. Affirmer que nous sommes entrés dans cette période n'est ni "optimiste", ni "pessimiste", et ne préjuge en rien de l'issue de cette phase de la lutte des classes. Par contre, c'est indiquer que nous entrons dans un processus réel, pratique, historique, particulier dont il convient de comprendre les caractéristiques et les tendances "lourdes", c'est-à-dire déterminantes, tout en se gardant de confondre « une tendance historique juste en elle-même en un fait accompli » (Engels à Kautsky, 14

octobre 1891). Pourquoi tant de camarades voient-ils dans l'affirmation d'une tendance historique à des confrontations massives entre les classes l'affirmation de la victoire du prolétariat comme "un fait déjà accompli" ou inéluctable ?

Il y a un fil (un film serions-nous tenté de dire) **ininterrompu**, une continuité historique, de la lutte des classes et de la lutte ouvrière en particulier. Ce fil de la lutte des classes, cette continuité, son histoire, est donc parcouru par des moments qui se "répondent" les uns après les autres si l'on peut dire – y compris dans des périodes de pire contre-révolution – et très souvent indirectement, pas de manière immédiate ou mécanique :

*« En un mot la lutte économique présente une continuité, elle est le fil qui relie les différents nœuds politiques; la lutte politique est une fécondation périodique préparant le sol aux luttes économiques. La cause et l'effet se succèdent et alternent sans cesse, et ainsi le facteur économique et le facteur politique, bien loin de se distinguer complètement ou même de s'exclure réciproquement, comme le prétend le schéma pédant, constituent dans une période de grève de masse deux aspects complémentaires de la lutte de classe prolétarienne en Russie. C'est précisément la grève de masse qui constitue leur unité. La théorie subtile dissèque artificiellement, à l'aide de la logique, la grève de masse pour obtenir une « grève politique pure »; or une telle dissection - comme toutes les dissections -ne nous permet pas de voir le phénomène vivant, elle nous livre un cadavre.»* (Rosa Luxemburg, grève de masse).

Grossièrement<sup>11</sup>, on peut dire qu'aux attaques bourgeoises répondent les luttes ouvrières et à celles-ci répond la bourgeoisie principalement aux plans politiques (syndicats, forces de gauche) et plus généralement idéologiques par des campagnes et des thèmes particuliers selon les moments. Cette continuité historique de la lutte des classes se manifeste aussi par l'expérience que les deux classes ont développée sur ce terrain. Même dans les pires moments, les années 1930 et 1940 par exemple, la lutte des classes existe et surtout "est en mouvement". Même au cœur de la 2ème guerre mondiale, la lutte des classes s'est poursuivie et des luttes ouvrières (rares mais réelles) se sont développées, y compris dans l'Allemagne bombardée massivement. La lutte des classes est un processus permanent qui présente, en fonction des rapports de forces historiques entre les classes, des dynamiques dans tel ou

11 . Il serait faux de réduire cette interaction permanente, cette lutte permanente, entre les classes « pour ainsi dire [à] l'intérieur de leur lutte économique, c'est-à-dire en partant uniquement (ou du moins principalement) de cette lutte, en se basant uniquement (ou du moins principalement) sur cette lutte », en la limitant à la seule « sphère des rapports entre ouvriers et patrons » (Lénine, *Que faire ?*) et rejoindre ainsi la vision économiste selon laquelle la lutte des classes n'est qu'au plan économique immédiat et essentiellement à partir des relations sur les lieux de production. Contrairement à l'idée commune qui oppose les deux révolutionnaires sur cette question, Lénine rejoint la vision développée par Rosa Luxemburg dans *Grève de masse...* Mais c'est là un autre débat.

tel sens, ou direction, par rapport à la perspective révolutionnaire. Ou bien elles s'en éloignent ou bien elles s'en rapprochent ou s'orientent vers celle-là. La lutte des classes, le rapport des forces entre celles-ci, n'est jamais statique mais toujours en mouvement (plus ou moins rapide). Le cours historique des événements s'oriente dans un sens ou dans un autre sans que cette prédominance élimine, ou fasse disparaître, complètement l'autre tendance.

### **Y a-t-il une différence entre les années 1930 et aujourd'hui ?**

80 ans plus tard, il est aujourd'hui clair pour tous que dans les années 1930 le cours de la lutte des classes, globalement, tendanciellement, allait vers la guerre mondiale. Ce cours n'a pas cessé (sauf en de rares sursauts vite défaits comme les grèves massives de mai-juin 1936 en France et Belgique, comme lors de l'insurrection ouvrière contre le coup d'État de Franco de juillet 1936 en Espagne) de conduire la classe ouvrière de tous les pays à se ranger chaque fois plus derrière les drapeaux nationaux, les mots d'ordre anti-fascistes et les grands partis de gauche (partis socialistes et stalinien) et de provoquer des répressions sanglantes. Chaque sursaut prolétarien de cette période s'est terminé par un renforcement de l'idéologie bourgeoise dans les rangs prolétariens et par la perte de confiance dans la perspective prolétarienne tant par les défaits politiques que physiques. Et cela même lorsqu'il pouvait y avoir un sentiment de victoire immédiate comme en France après les grandes grèves de mai-juin 1936 (avec les augmentations de salaire et les congés payés). Pourtant si l'on compare de manière statique les années 1920-1930 à aujourd'hui, il apparaît que le prolétariat de 2015 est bien loin de présenter les mêmes sentiments de classe et les mêmes aspirations révolutionnaires et donc, en apparence, la même force que les générations des années 20 et 30. Les photos des ouvriers en arme de juillet 1936 à Barcelone brandissant des drapeaux rouges et noirs, rouges ou noirs, éveillent plus notre imaginaire et nos espoirs d'une classe ouvrière mythique que celles des ouvriers d'aujourd'hui, téléphones portables en main pour " Twitter ", et défilant derrière les bannières syndicales ou pour la *¡ Democracia ya !* des indignés espagnols. Et pourtant, les uns et les autres ne portent pas la même force et dynamique. Si les premiers peuvent sembler se situer sur un barreau plus élevé de l'échelle, selon la photo, le film montre qu'ils la descendent inexorablement alors que les seconds, les

générations d'aujourd'hui, la montent (même si trop lentement à notre goût). Les premiers se dirigeaient vers la défaite sanglante car ils étaient déjà défaits politiquement et idéologiquement avant d'être massacrés sur les fronts militaires<sup>12</sup>. Les autres, aujourd'hui, même si la plupart ne se considèrent individuellement qu'à grand peine comme " ouvrier " et ne brandissent pas de drapeau rouge, tendent à résister aux impératifs des sacrifices derrière l'État capitaliste. Vont-ils plutôt vers une **adhésion** large derrière des thèmes idéologiques bourgeois (la lutte contre le terrorisme et la défense de la démocratie par exemple), vers une **participation active** dans des organisations politiques bourgeoises (particulièrement de gauche ou syndicale), vers un **enrôlement** derrière l'État et la nation, et tendent-ils à abandonner la défense de leurs intérêts de classe comme l'écrit MG ? Ou bien vont-ils plutôt vers une défense de leur intérêts immédiats de classe, vers une indifférence à l'égard des grandes campagnes idéologiques, vers une désaffection des organisations politiques et syndicales bourgeoises, un détachement et une méfiance envers l'État ? Nous pensons, **que des deux tendances existantes**, c'est cette dernière qui est **dominante** aujourd'hui et qu'elle **détermine** le cours des événements. Cette différence, cette direction opposée, ce cours contraire, d'avec les années 1930 est fondamentale du point de vue historique. Reconnaître cela ne veut pas dire que la victoire



**Ouvriers, devenus miliciens républicains espagnols sur le front militaire en 1936 : si loin des villes, si loin de leur intérêts de classe...**

prolétarienne est assurée. Mais bien au contraire que s'engage un combat difficile dans lequel les groupes communistes, aussi dispersés et faibles numériquement soient-ils aujourd'hui, doivent lutter pour influencer et même gagner le maximum d'ouvriers à leur orientation politique et ainsi éviter le renversement du cours des événements. Pour cela, encore faut-il qu'ils sachent en reconnaître le sens général afin d'adapter leurs mots d'ordre à leur évolution, y compris aux sauts et ruptures qu'ils peuvent connaître.

Il ne s'agit donc pas de savoir si le rapport de forces " immédiat " est en faveur ou défaveur du prolétariat – il est en défaveur de la classe exploitée car le pouvoir d'État

12 . En Espagne, la défaite politique est malheureusement rapidement consommée une fois le pouvoir d'État remis aux nationalistes catalans et la plupart des ouvriers " insurrectionnels " de Barcelone en partance pour le front de Saragosse dans les milices anti-fascistes – soit quelques jours à peine après le 18 juillet 1936 – où ils finiront pas se sacrifier en masse pour la défense de l'État républicain comme ceux de Madrid et des plus grandes villes espagnoles.

est exercé par la classe exploiteuse – mais de savoir quelle est la marche des événements, leurs “cours”, face à l’alternative historique révolution prolétarienne ou guerre impérialiste généralisée. Nous savons aussi que ce “cours”, cette tendance lourde du prolétariat à se “préoccuper de ses conditions de vie” au détriment des intérêts économiques et politiques du capital, peut très bien être renversée par une “contre-tendance devenue au moins aussi lourde”. Celle-ci ne pourrait être le résultat que d’une série de défaites idéologiques, politiques et physiques d’une ampleur comparable à celles subies... dans les années 1920, principalement en Allemagne (la défaite définitive est prononcée en octobre 1923) et en Russie (la défaite allemande précipitant l’adoption du “socialisme en un seul pays”, le cours contre-révolutionnaire et la terreur stalinienne qui l’accompagne).

C’est exactement l’enjeu de la période dans laquelle nous entrons : est-ce que la classe dominante va réussir à imposer de telles défaites aux différentes fractions du prolétariat international ? Pour les camarades et groupes qui pensent qu’il n’y a pas de “cours historique” et, comme MG le pense, qu’aujourd’hui la classe ouvrière

n’est pas dans une dynamique générale de “défense de ses conditions de vie”, c’est-à-dire de lutte pour ses intérêts de classe, les enjeux politiques particuliers qui se présentent (et qui vont se présenter concrètement les uns après les autres) n’existent pas. Ainsi, outre que l’argumentation qu’ils fournissent pour démontrer leur position – “la misère et les guerres continuent” – tourne le dos à la théorie marxiste sur l’État et flirte avec l’anarchisme, ils se rendent incapables (s’ils veulent intervenir dans la lutte des classes) d’aller au-delà, dans le meilleur des cas, d’une simple présentation de grands principes abstraits sans tenir compte des moments concrets des luttes et lorsqu’ils en tiendront compte, ils seront sans boussole, ballottés par les différents épisodes et batailles, en retard sur la situation, in fine incapables de « *prendre et garder la direction véritable d’un mouvement de masse, et [d’] être à la tête de tout le mouvement au sens politique du terme, [de] fournir au prolétariat (...) pour la période des luttes à venir, une tactique et des objectifs.* » (Rosa Luxemburg, Grève de masse).

RL, juillet 2015

### **Sur la relation entre les organisations révolutionnaires, le parti communiste, l’analyse des situations et la tactique et, en retour, leur influence sur le... parti**

*« L’étude et la compréhension des situations sont nécessaires pour prendre des décisions tactiques, parce qu’elles permettent de signaler au mouvement que l’heure de telle action prévue dans toute la mesure du possible a sonné, mais qu’elles n’autorisent en aucun cas l’arbitraire des chefs, l’improvisation “ou des surprises”. On ne peut prévoir avec une certitude absolue la façon dont les situations objectives se développeront, mais on peut prévoir la tactique dans ses grandes lignes. Nier cette possibilité et nécessité revient à nier la tâche du parti et nier du même coup la seule garantie que nous ayons qu’en toutes circonstances ses militants et les masses répondront aux ordres du centre dirigeant. Dans ce sens, le parti n’est ni une armée ni un quelconque organe étatique, car dans ces organes le rôle de l’autorité hiérarchique est prépondérante et celui de l’adhésion volontaire nul. (...) Le parti étant lui-même perfectible et non parfait, nous n’hésitons pas à dire qu’il faut beaucoup sacrifier à la clarté et au pouvoir de persuasion des règles tactiques, même au prix d’une certaine schématisation : à supposer même que les situations ruinent les schémas tactiques préparés par nous, ce n’est pas en tombant dans l’opportunisme et dans l’éclectisme qu’on pourra y remédier, mais en faisant de nouveaux efforts pour conformer la ligne tactique du parti à ses tâches. Ce n’est pas seulement le bon parti qui fait la bonne tactique, mais aussi la bonne tactique qui fait le bon parti, et la bonne tactique ne peut être qu’une de celles que tous ont comprises et choisies dans leurs grandes lignes.*

*Ce que nous nions essentiellement est qu’on puisse mettre une sourdine à l’effort et au travail collectifs du parti pour définir les règles de sa propre tactique, et exiger une obéissance pure et simple à un homme ou à un comité ou à un seul parti de l’Internationale et à son appareil dirigeant traditionnel.*

*L’action du parti prend l’aspect d’une stratégie aux moments cruciaux de la lutte pour le pouvoir, pendant lesquels cette action revêt un caractère essentiellement militaire. Dans les phases qui précèdent, l’action du parti ne se réduit pourtant pas purement et simplement à l’idéologie, la propagande et l’organisation, mais elle consiste, comme nous l’avons déjà dit, à participer aux différentes luttes auxquelles le prolétariat est conduit. La codification des règles tactiques du parti vise par conséquent à établir à quelles conditions son intervention et son activité dans ces mouvements, son agitation au feu des luttes prolétariennes seront en harmonie avec son but révolutionnaire final et permettront à sa préparation théorique, à son organisation et à sa préparation tactique de progresser simultanément. »*

(Action et tactique du parti, Thèses de la gauche présentées au 3<sup>e</sup> Congrès du PC d’Italie, Lyon 1926)

## Lutte contre l'opportunisme politique

### Pale Blue Jadal (Turquie) : dernier avorton du CCI opportuniste ?

Voici la prise de position sous forme de lettre que nous avons envoyée aux ex-membres du CCI en Turquie suite à leur démission de cette organisation. Le lecteur peut lire leur document en anglais sur leur blog : [Our departure from the ICC](http://ourdeparturefromtheicc.com/) (<http://palebluejadal.tumblr.com/>). Suite à l'envoi de cette prise de position comme il est d'usage dans ce type de situation – à ce jour et à notre connaissance, aucun groupe n'a pris de position réellement politique sur Pale Blue Jadal et ses écrits –, les camarades nous ont répondu qu'ils n'avaient « aucun intérêt, ni envie de maintenir un quelconque contact avec [notre] groupe et [qu'ils considéreraient] tout envoi de mail ou volonté de contact à partir de maintenant comme étant du harcèlement. » (2 août 2015). Harcelés ? Que diable ! Les pauvres chéris. Pourquoi ne pas nous accuser directement de tentative de progrome comme ils l'ont appris dans le CCI ? Que voilà des révolutionnaires en peau de lapin. Et surtout quelle attitude pratique, concrète, dans les faits, qui semble directement dictée par les thèses du CCI sur le parasitisme que les camarades, pourtant, proclament, un peu partout, rejeter. Ignorer par « principe » la réalité du camp prolétarien, les groupes qui le constituent – qu'ils plaisent ou non – et les positions qui y sont développées ne peut mener qu'à des contradictions à terme insurmontables propres à la spéculation idéaliste critiquée par le marxisme : « La Critique qui prend des libertés avec son objet crie à l'histoire : c'est de telle et telle manière que tu dois t'être déroulée » (Engels, La Sainte famille, ch.2). Pour les camarades turcs, il est malheureusement à craindre que le terme de leur expérience soit à rapide échéance. Outre leur démarche sectaire produite par la théorie du parasitisme qu'ils ont bien intégrée quoiqu'ils en disent, la lecture de leur « road map » [leur feuille de route] semble indiquer qu'ils veulent s'éloigner rapidement de la tradition et méthode de la Gauche communiste si tant est qu'ils l'aient réellement entre-aperçue dans le CCI d'aujourd'hui.

Libre à eux de ne pas nous lire, mais nous sommes libres de leur envoyer nos prises de position en fonction de notre analyse de leur évolution politique et dans l'espoir, que nous n'abandonnons jamais complètement, qu'ils puissent être convaincus par nos arguments et plus largement par la tradition et la méthode de la Gauche communiste. Ils sont libres de mettre en pratique, de fait, la théorie du parasitisme. Nous sommes libres de la combattre, nous aussi, en pratique. Décidément que de dégâts le CCI « des liquidateurs » aura-t-il commis parmi les jeunes générations qu'il a pu contaminer ! À côté des nombreuses démissions en silence et en catimini de militants déboussolés et démoralisés un peu partout, la liquidation de la section du CCI en Turquie et les perspectives politiquement confuses, sinon ouvertement opportunistes, que ces camarades affichent depuis la publication de leur document initial auquel nous répondons ici, en sont la dernière manifestation publique.

GICC, Août 2015

### Lettre ouverte à Pale Blue Jadal (ex-section du CCI en Turquie).

Il était de notre devoir en tant que groupe politique faisant partie de la tradition de la Gauche Communiste de prendre acte dans un premier temps de votre texte racontant votre parcours dans le CCI. Nous l'avons aussi débattu collectivement dans notre groupe où nous en sommes arrivé à établir une appréciation politique critique de votre parcours qui se veut, nous l'espérons, tout de même fraternel. Cette attitude se base sur un principe important de la tradition de la Gauche Communiste, c'est-à-dire l'importance du débat et de la discussion internationale des groupes de la Gauche conçu comme un moment du processus acharné et quotidien de la formation du parti de classe.

Tout d'abord, nous avons apprécié la clarté ainsi que la rectitude de certaines de vos observations sur la dégringolade opportuniste de CCI. Vous avez critiqué très justement « la culture de “l'accord sur tout” dans l'organisation, l'idée qu'exprimer de l'indignation face à ce qui était fait à cette camarade était une mesure de

comment révolutionnaire est un militant, l'analyse du progromisme sur la question précise de cet incident et le fait que la discussion tournait trop autour de personnalités. Aussi, nous avons mis l'emphase sur le caractère politique de la présente crise au lieu d'une crise morale<sup>13</sup> »<sup>14</sup>. Nous ne disions pas autre chose lorsque nous affirmions : « Au contraire du CCI liquidationniste, nous nous revendiquons d'une tradition, la tradition de la Gauche Communiste, dont la conception du militantisme se base non pas sur des concept abstraits et confus d'un point de vue de classe comme la morale et les valeurs, mais bien sur un programme politique clair synthétisant l'expérience de centaines d'années du mouvement

13 Nous avons publié une brochure sur la question du CCI et de ces nouvelles théories sur la morale. <http://igcl.org/Morale-proletarienne-lutte-des>

14 Toutes les citations de Pale Blue Jadal viennent de leur blog. <http://palebluejadal.tumblr.com/> La traduction de l'anglais au français est de nous.



ouvrier.»<sup>15</sup> Nous avons toujours critiqué fortement les idéologies psychologisantes mises de l'avant par la direction du CCI comme opportunistes et étrangères à la Gauche Communiste. Ce genre d'idéologies participent à la mise en place au sein de l'organisation d'un climat de terreur et de suspicion généralisé qui explique ce que vous avez vécu : « *Qu'une culture où tout le monde est en accord sur toutes les questions a émergé dans l'organisation et que les discussions sont devenues peu profondes (...) Alors que la culture du tout le monde est d'accord était critiqués de long en large lors du Congrès, ses effets ont par la suite toujours continué : c'est seulement les camarades avec qui la majorité est d'accord qui ont changé. La nouvelle tendance dominante semblait vraiment vouloir débattre.* » Vous avez constaté vous-mêmes ce climat de terreur et de démoralisation politique lorsque vous dites que : « *le plus gros problème du CCI réside dans le fait que les orientations déterminées par les organes décisionnels de l'organisation sont largement, et ce davantage dernièrement, approuvées constamment par presque tous les camarades et cela est vu comme normal.* »

Un autre point où nous sommes d'accord est la question de la théorie du parasitisme politique. Vous affirmez : « *la section turque devait devenir la section la plus critique du CCI. L'exemple le plus important est le fait que la section de Turquie était la seule section qui a rejeté les infâmes thèses sur le parasitisme du CCI.* » C'est bien, mais nous ne savons pas sur quoi vous vous basez pour rejeter cette théorie. Quelle est votre critique, en somme ? Peut-être que cela a déjà été traité dans un texte que nous ne connaissons point. Mais il serait intéressant pour l'ensemble du milieu révolutionnaire de savoir votre position réelle sur cette question, au-delà du simple rejet. Pour nous, la théorie du parasitisme est étrangère à toute la tradition de la Gauche Communiste et n'est, pour la direction opportuniste du CCI, qu'une feuille de vigne théorique qui vient cacher l'interdiction des fractions et oppositions dans le CCI. Toute proportion gardée, elle est l'équivalent de l'interdiction des fractions dans le Parti bolchévique en 1921. Elle est la justification théorique de l'abandon par le CCI de ses statuts en particulier en rapport avec le droit de fraction et elle a été utilisée pour mater, exclure et insulter les opposants indésirables.

Il serait aussi intéressant de vous entendre sur d'autres positions du CCI que nous considérons comme opportuniste comme le rapprochement avec l'anarchisme et la décomposition du capitalisme. Selon nous, autant le parasitisme et l'emphase sur les questions de morale,

positions que vous avez très justement critiquées, que l'ouverture à l'anarchisme et la décomposition sont des expressions de la dégénérescence opportuniste du CCI. Qu'en pensent les camarades turcs ?

Ce qui est le plus surprenant pour nous, c'est que malgré votre rejet de la théorie du parasitisme en parole, vous l'avez appliqué de la manière la plus pure pour nous caractériser, ce qui démontre à notre sens de la confusion et de l'incohérence. « *La section turque a condamné cette attaque provocatrice même avant la Conférence Extraordinaire devenant la première section de l'organisation à prendre position contre. Néanmoins, les membres de notre section dans l'organe central du CCI n'ont pas manqué de critiquer le ton extrêmement colérique du communiqué écrit en réponse à cette attaque, l'engagement dans des polémiques avec ce groupe que nous ne considérons pas prolétarien, les spéculations faites dans le communiqué par rapport à la vie interne du CCI ainsi que les comparaisons à la Stasi et à Staline et l'affirmation dans le communiqué qu'un pogrome était en train de se produire contre le CCI.* » En quoi notre Appel était une attaque contre le CCI ? En quoi notre groupe n'est-il pas considéré comme prolétarien ? Vous ne le dites pas.

Ce sont là les méthodes de la faction liquidationniste du CCI :

1. On affirme que les camarades critiques attaquent l'organisation, créant un atmosphère de forteresse assiégée visant à resserrer les rangs autour de l'opportunisme,
2. On attaque la crédibilité des camarades critiques sous divers prétextes moins politiques les uns que les autres. On se souvient que toute critique de la contre-révolution stalinienne triomphante était taxée du sobriquet d'hitléro-trotskisme dans les années '30.

Le but de cette démarche est de mater toute critique. Vous devriez le savoir vous en avez vous-même fait l'expérience. Il en résulte que vous avez cédé à l'opportunisme sur cette question et vous avez dès lors serré les rangs autour de camarades dont vous-mêmes étiez critiques. D'où votre positionnement ultérieur qui était plus ou moins centriste et qui vous a lié les mains. Nous avons écrit notre Appel justement pour aider les militants critiques comme vous à l'intérieur du CCI. Nous avons tenté de vous donner des armes politiques, la tradition de la Gauche Communiste, pour votre combat contre l'opportunisme. À cause de la théorie du parasitisme de la direction du CCI, vous n'avez vu qu'une attaque là où il y avait un Appel. Bref, les arbres ont caché la forêt. Avez-vous seulement lu notre Appel ? Quel en est le contenu principal ? « *Adresse aux camarades du CCI encore et sincèrement désireux de s'inscrire dans le combat pour le communisme et qui sont révoltés par ce qui se passe, ou bien encore n'y comprennent rien : ne vous laissez pas embarquer dans le silence ou les auto-critiques psychologisantes, rejetez le terrain du clanisme*

<sup>15</sup> <http://igcl.org/Lutte-contre-l-opportunisme-Le> Nous invitons fortement les camarades de Turquie à lire ce texte sur le 20e Congrès du CCI, Congrès auquel ils ont assisté. Les camarades apprécieront peut-être davantage le ton moins "polémique" de ce texte. Il faut cependant préciser que notre Appel au Camp prolétarien et aux militants du CCI (<http://igcl.org/Une-nouvelle-ultime-crise-interne>) est dans la droite continuité avec le premier texte.

comme explication des crises organisationnelles ! **Combattez sur le terrain politique** contre cette politique qui, outre les délires sur la morale, l'indignation révolutionnaire, la haine des clans, etc., a mené à la remise en cause des positions d'origine du CCI et du marxisme. La discipline que l'on essaie de vous imposer n'est pas la discipline communiste. Elle en est même sa négation et elle vous tue. Il faut rejeter ces procès indignes qui ne cherchent qu'à détruire vos convictions militantes et à vous faire désespérer de l'organisation communiste. Nous pouvons vous aider. Notre groupe est prêt à discuter avec vous, à correspondre avec vous, à vous rencontrer, pour que vous puissiez mener le combat interne. Mais ce combat, vu la situation et le climat interne du CCI, vu les attaques, les pressions, les chantages, les menaces que vous subirez alors, les manifestations d'hostilité de camarades que vous considérez hier encore comme des amis, etc., vous ne pourrez le mener que si vous appuyez sur l'ensemble du camp prolétarien et sur les acquis de toute la Gauche communiste. Il faut essayer de mener un combat interne mais en vous appuyant sur l'ensemble de la Gauche et, si possible, former une minorité organisée, c'est-à-dire une fraction interne - il suffit qu'elle se forme sur la plateforme d'origine du CCI et sur les Statuts d'origine. »

Ainsi, ne rejetez pas vos propres faiblesses et inconséquences politiques sur notre dos en disant : « En fait, les camarades chez qui le texte provocateur du GIGC a fait le plus de mal étaient les camarades critiques, et spécialement notre section, en créant le sentiment que le CCI était sous le feu d'une attaque. » Vous avez cédé à la discipline de cadavre de la faction liquidationniste du CCI au lieu de lutter pour les véritables principes de la Gauche Communiste.

La faiblesse principale de votre texte selon nous reste le fait que vous ne vous rattachez jamais à la tradition de la Gauche Communiste. Vous ne vous basez pas sur les combats contre l'opportunisme qui ont jalonné l'histoire du mouvement ouvrier. C'est là pour nous un signe d'inexpérience politique au mieux, au pire une tendance vers le marais ultra-gauche et moderniste. Le problème est qu'à vouloir constamment réinventer la roue, on oublie les leçons de l'histoire, c'est-à-dire qu'on oublie que les


problèmes auxquels vous, nous et l'ensemble de la Gauche font face en ce moment ont déjà été en majeure partie traités de manière plus que satisfaisante par nos ancêtres politiques. Le choix de votre nom, Pale Blue Jadal, est significatif sur ce point puisqu'au premier coup d'oeil, on croit avoir à faire à un cénacle ultra-gauche davantage qu'à un groupe voulant participer à la fondation du parti de classe. À vous de déterminer où vous vous situez sur cette question.

Sur les questions de l'organisation et du militantisme, vous constatez très justement le mal fonctionnement de la centralisation du CCI : « Dans une réunion de l'organe central du CCI, l'organe central de la section française a essayé de faire voter l'exclusion du délégué turque dans l'organe central du CCI en clamant que la section turque était un clan dont on ne pouvait pas faire confiance. Dans une organisation qui tient tant au centralisme international, le fait que l'organe central d'une section locale demande l'exclusion d'un membre de l'organe central international lors d'une réunion du premier était une situation tragique. » Cependant, pour nous cette réalité ne démontre pas que les principes de centralisation du CCI originel sont mauvais, mais au contraire que la faction liquidationniste dirigeant le CCI actuellement bafoue sans vergogne les principes organisationnels et les statuts du CCI historique. Donc nous ne vous suivons pas lorsque vous affirmez : « Le processus a mené chacun de nous à questionner certaines positions essentielles du CCI en matière d'organisation et de centralisation ». Pour

nous les principes organisationnels et les statuts du CCI sont l'expression la plus claire de ce que devrait être le parti de classe du point de vue organisationnel. Évidemment ces questions peuvent et même doivent être débattues dans le milieu prolétarien. Mais quant à nous, nous continuons à défendre la tradition CCiste en matière d'organisation, et ce contre le CCI actuel.

Force est de constater que le CCI ne représente plus actuellement un pôle de regroupement pour les nouvelles énergies révolutionnaires qui surgissent depuis la crise de 2008. Vous en êtes une expression. Le CCI vous a mal intégré du point de vue politique. Il a agi de manière opportuniste en vous intégrant avant que le processus de

**Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme**



Groupe International de la Gauche Communiste  
Révolution ou guerre

E-mail : [intleftoom@gmail.com](mailto:intleftoom@gmail.com)  
site web : [www.igcl.org](http://www.igcl.org)  
3 dollars/3 euros  
(imprimerie spéciale)

**Contre les théories idéalistes opportunistes du CCI, lisez notre brochure...**

discussion ait atteint un certain niveau d'accord politique. En cela, il a trahi une des leçons de *Que Faire ?* de Lénine qui mettait l'accord avec le programme politique comme critère fondamental d'adhésion à un groupe politique. Vos critiques ont été ignorées ou tolérées lorsque l'organisation désirait grossir et lorsque vos critiques ont commencé à être nuisibles pour la faction opportuniste du CCI, vous deveniez dès lors des parias au sein du CCI. La responsabilité ne vous incombe pas. La faute revient au CCI qui viole tous ses principes organisationnels dont un des principaux était de voir dans la discussion entre révolutionnaires un moment de processus d'homogénéisation de l'organisation. L'homogénéisation politique d'une organisation n'est pas un point de départ, mais un point d'arrivée.

Comme le CCI n'est plus qu'une secte qui n'a rien à

apporter au prolétariat, nous devons nous tourner vers le dernier représentant de la tradition de la Gauche italienne, la TCI. Malgré ses faiblesses et hésitations, la TCI reste une référence historique et politique pour l'ensemble du milieu prolétarien ainsi que pour les nouveaux militants révolutionnaires. Nous vous appelons donc, camarades, à vous rattacher à cette riche tradition politique qu'est la Gauche Communiste. Cela passe par un regroupement autour de la TCI. Ça ne veut pas dire que vous devez abandonner du jour au lendemain toutes vos positions politiques pour accepter en bloc celles de la TCI. Cela signifie que vous devez entamer un processus de discussion avec l'ensemble des groupes actuels de la Gauche Communiste au niveau international, en particulier avec la TCI, et que ce processus sera un moment parmi d'autres de la formation du parti de classe.

Robin, juin 2015.

### **Rosa Luxemburg sur les théories idéalistes du révisionniste Bernstein, sur la " science humaine ", la " démocratie humaine ", la " morale humaine ".**

« Toute la doctrine socialiste de Bernstein s'est ainsi effondrée. (...) En abandonnant le point de vue de classe, il a perdu tout point de repère politique, en renonçant au socialisme scientifique il a perdu l'axe de cristallisation intellectuel autour duquel les faits isolés se groupent dans l'ensemble organique d'une conception du monde cohérente.

Cette doctrine composée des fragments de tous les systèmes possibles sans distinction semble au premier abord complètement libre de préjugés. En effet, Bernstein ne veut pas entendre parler d'une " science de parti " ou, plus précisément, d'une science de classe, pas plus que d'un libéralisme de classe ou d'une morale de classe. Il croit représenter une science abstraite universelle, humaine, un libéralisme abstrait, une morale abstraite.

Mais la société véritable se compose de classes ayant des intérêts, des aspirations, des conceptions diamétralement opposées, et une science humaine universelle dans le domaine social, un libéralisme abstrait, une morale abstraite sont pour le moment du ressort de la fantaisie et de la pure utopie. Ce que Bernstein prend pour sa science, sa démocratie, sa morale universelle tellement humaine, c'est tout simplement celles de la classe dominante, c'est-à-dire la science, la démocratie, la morale bourgeoises. »

(Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution*, ch. L'effondrement, 1898)

### **Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à [intleftcom@gmail](mailto:intleftcom@gmail.com))**

*Lutte étudiante et assemblées de quartier* (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)

*La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927)* (Fraction interne du CCI)

*Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938)* (Fraction interne du CCI)

*La question de la guerre (1935)* (Fraction interne du CCI)

*Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme* (Fraction interne du CCI et GIGC)

## Texte du mouvement ouvrier

### **Théorie marxiste et tactique révolutionnaire (Anton Pannekoek, 1912, extraits)**

*Le texte d'Anton Pannekoek dont nous reproduisons des extraits ici est de 1912. Il se situe en plein débat sur la grève – ou l'action – de masse au sein du parti social-démocrate allemand et répond à Kautsky. Lui aussi a pris position, mais de manière formelle, contre le courant de droite de la social-démocratie allemande et la bureaucratie syndicale qui rejettent toute action “ spontanée ” ou à l'initiative des masses. À partir de la révolution russe de 1905, Rosa Luxemburg définit la grève de masse « comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe ». Pour nous, ceci reste encore complètement valable un siècle plus tard et la grève de masse, comme processus, reste encore aujourd'hui la forme universelle de la lutte ouvrière. Pour Kautsky et le courant centriste derrière lui, l'action de masse ne peut être utilisée qu'à titre exceptionnel ; par exemple au cas où la bourgeoisie ferait un coup d'État face à l'accession au pouvoir de la social-démocratie par les élections. C'est à cela que répond Pannekoek en critiquant la méthode qu'utilise Kautsky dans son argumentation et en présentant la méthode marxiste pour appréhender la lutte des classes et en comprendre la dynamique.*

*Cette discussion est donc particulièrement d'actualité aujourd'hui parmi les révolutionnaires et vient enrichir le débat que ce numéro de notre revue entend développer sur l'approche que nous devons avoir sur la situation historique actuelle, le cours historique et la dynamique des luttes ouvrières. Bien évidemment, il appartient au lecteur d'avoir en mémoire que certains arguments sont déterminés par le fait que le prolétariat dispose encore à l'époque d'organisations politiques, son parti, et syndicales de masse ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.*

*Enfin, il est particulièrement intéressant de relever la dernière partie de ce texte. En effet, en 1912, Pannekoek, membre du parti socialiste allemand, défend que le parti « est le représentant et le dirigeant de l'ensemble du prolétariat ». Loin du Pannekoek “ conseiller ” et anti-parti des années 1930-1940, le Pannekoek d'alors se situe aux côtés de Rosa Luxemburg et Lénine non seulement sur l'action de masse avant guerre, sur l'internationalisme prolétarien durant la guerre, sur l'insurrection ouvrière et la dictature du prolétariat en 1917 en Russie, mais encore sur le parti comme organe de direction politique du prolétariat.*

*Le passage suivant est éloquent sur la méthode et la finalité de la lutte de classe révolutionnaire et nous le faisons nôtre : « Pour nous, la révolution est un processus qui, dès ses premières phases, nous permet déjà d'aller de l'avant, car les masses ne peuvent être rassemblées, aguerries, organisées de manière à conquérir le pouvoir que dans ce combat pour le pouvoir lui-même » (Anton Pannekoek).*

### **Théorie marxiste et tactique révolutionnaire (extraits)**

Depuis quelques années sont apparues, cela est bien connu, de profondes divergences tactiques – à propos d'un nombre croissant de questions – entre ceux qui, jusqu'alors, se situaient sur le terrain commun du marxisme et menaient ensemble la lutte contre le révisionnisme, en faveur d'une tactique de lutte de classe radicale. Ces divergences se sont tout d'abord dessinées, de manière abrupte, en 1910, à l'occasion de la discussion entre Karl Kautsky et Rosa Luxemburg sur la grève de masse ; puis sont venues les divergences sur l'impérialisme et la question du désarmement, et enfin à propos de la position prise par le Comité directeur sur l'accord de désistement, de l'attitude adoptée vis-à-vis des libéraux quant aux problèmes les plus importants de la tactique parlementaire.

(...)

La cause des nouvelles divergences tactiques est évidente : le capitalisme, dans sa structure moderne, a engendré des formes d'action nouvelles dans le mouvement ouvrier : les actions de masse. Lorsqu'elles firent leur apparition, elles furent unanimement saluées

et encouragées par les marxistes comme un indice de l'essor révolutionnaire. Mais, en apparaissant comme une forme d'action pleine de vigueur, ces grèves vinrent à poser de nouveaux problèmes ; jusqu'alors, la question de la Révolution sociale se présentait comme un but final situé à une distance inaccessible ; elle se transforma alors aux yeux du prolétariat combattant en question d'actualité – même si la difficulté colossale de la tâche apparut alors à tous, en toute clarté et dans sa pleine dimension, comme s'il se fût agi de leur propre expérience.

Cette situation donna naissance à deux orientations. La première prit à bras-le-corps le problème de la révolution et tenta, en analysant les effets, la signification et la force des nouvelles formes d'action, de comprendre comment le prolétariat pourrait parvenir à accomplir sa tâche. La seconde orientation, reculant, en quelque sorte, devant l'ampleur de la tâche, partit à la recherche, dans les formes d'action parlementaire traditionnelles, d'éléments permettant de repousser à plus tard l'obligation de prendre en compte ces formes de lutte nouvelles. La nouvelle pratique du mouvement ouvrier a entraîné une cassure parmi ceux qui,

jusqu'à présent, défendaient la tactique du marxisme radical au sein du Parti.

En tant que marxistes, nous devons donc susciter une discussion théorique qui permette, autant que faire se peut, de clarifier ces divergences. C'est pour cette raison que, dans notre article intitulé *Action de masse et révolution*, nous avons commencé par exposer – c'est en quelque sorte le fondement de notre point de vue –, que ce processus révolutionnaire implique un bouleversement des rapports de force entre les classes ; c'est pour cette raison que nous avons tenté, en critiquant les deux articles de Kautsky, d'établir clairement en quoi s'opposent nos conceptions. (...).

C'est à propos de cette révolution que nos opinions sont maintenant venues à diverger. Pour Kautsky, il s'agit d'un acte projeté dans l'avenir, d'un développement politique cataclysmique, et, jusqu'alors, nous devons nous contenter de nous préparer à ce combat gigantesque, décisif, en ramassant toutes nos forces, en rassemblant nos troupes, en les exerçant au combat. Pour nous, la révolution est un processus qui, dès ses premières phases, nous permet déjà d'aller de l'avant, car les masses ne peuvent être rassemblées, aguerries, organisées de manière à conquérir le pouvoir que dans ce combat pour le pouvoir lui-même.

Cette divergence débouche sur une appréciation totalement différente des actions présentes ; et il est clair que le refus de toute action révolutionnaire (qui est le propre des révisionnistes) et son rejet aux calendes grecques (qui est le fait de Kautsky) les rapprocheront considérablement sur nombre de questions d'actualité à propos desquelles ils s'opposent conjointement à nous. (...)

## **Classe et masse**

Nous avons reproché au camarade Kautsky d'avoir “ laissé à la maison ” son outillage marxiste lorsqu'il analysait l'action de masse, nous disions que le caractère erroné de sa méthode était mis en relief par le fait qu'il ne parvenait à aucun résultat tangible. (...).

En effet, lorsqu'on examine un phénomène et qu'on arrive au résultat suivant : tantôt il se produit de telle façon, tantôt de telle autre – d'où il découle qu'il est totalement imprévisible – *cela montre tout simplement que l'on n'a pas découvert les causes réelles qui le commandent*. Si, par exemple, quelqu'un, après avoir observé la lune, “ formule très précisément ” le résultat de ses observations comme suit : tantôt la lune se trouve au Nord-est, tantôt au Sud, tantôt à l'Ouest, ceci de manière entièrement déréglée et imprévisible – tout le monde dira à bon droit que son observation est demeurée sans résultat. Il est possible bien sûr qu'en l'occurrence la cause réelle du phénomène ne puisse être encore découverte. On ne peut faire de reproche au chercheur que s'il a négligé de mettre en œuvre la méthode qu'il connaissait et qui, seule, pouvait lui

permettre d'atteindre un résultat tangible.

Voici donc où nous en sommes, concernant l'attitude de Kautsky vis-à-vis de l'action de masse. Il constate que les masses agissent chaque fois de manière différente, tantôt de façon réactionnaire, tantôt de façon révolutionnaire, tantôt activement, tantôt passivement, et il en déduit que l'on ne peut rien construire sur cet imprévisible sable mouvant.

Mais que nous dit la théorie marxiste ?

Elle nous dit que l'activité sociale des hommes – si l'on fait abstraction d'exceptions individuelles – est déterminée à l'échelle des grandes masses par leur situation matérielle, et il en va de même pour leurs idées ; à cette thèse il faut ajouter un correctif qui tient à la force des traditions qui sont différentes selon les classes. Si l'on veut donc comprendre comment agissent les masses, on doit distinguer rigoureusement les différentes classes ; il est inévitable que les actions d'une masse de lumpen-prolétaires diffèrent totalement de celles d'une masse de petits-bourgeois, celles-ci de celles d'une masse paysanne, d'une masse de prolétaires modernes... En les jetant toutes pêle-mêle, Kautsky ne peut évidemment déboucher sur aucun résultat mais le caractère imprévisible des mouvements de masse que Kautsky déduit de son examen de l'histoire ne tient pas, en l'occurrence, à l'objet étudié, à la masse, mais bien au caractère déficient de la méthode employée.

(...).

... Il range purement et simplement les femmes des travailleurs organisés parmi la masse inorganisée qu'il évalue à 27 millions de personnes, et ensuite parce qu'il dénie aux travailleurs inorganisés ou encore prisonniers des traditions bourgeoises tout caractère de classe prolétarien. C'est pourquoi nous insistons une fois encore sur le fait suivant : au fur et à mesure que se développent ces actions qui expriment les intérêts et les mouvements les plus profonds des masses, ce qui pèse d'un poids sans cesse plus lourd, ce n'est pas l'appartenance à l'organisation, pas une idéologie traditionnelle, c'est le caractère de classe véritable de la masse.

On voit ainsi clairement apparaître quelle est la visée de notre méthode. Kautsky lui reproche d'être du “ marxisme simplifié ” ; en ce qui me concerne, je lui certifie une fois encore que la sienne n'est ni du marxisme simplifié, ni du marxisme complexe, mais pas du marxisme du tout. Une recherche scientifique qui veut explorer une part de réalité doit commencer par aller à l'essentiel, découvrir ce qui est fondamental, dans sa forme la plus simple ; ensuite, on ajoutera à cette image d'autres détails, des causes secondaires, d'autres facteurs connexes qui permettront de rectifier ce premier résultat, cette première image sommaire qui se trouve ainsi complétée se présentera dans sa complexité et se rapprochera ainsi davantage de la réalité.

Prenons l'exemple auquel se réfère Kautsky, celui de la Grande Révolution française. En première approche, on y trouve une lutte de classe entre la bourgeoisie et les féodaux ; présenter ainsi cet élément principal serait donc, selon Kautsky, du “ marxisme simplifié ”. En 1889, Kautsky a, dans sa brochure, examiné les différents groupes dont se

composent ces classes et a pu ainsi considérablement améliorer et approfondir cette première image sommaire. Pourtant, le Kautsky de 1912 dirait : dans cette masse bariolée et composite qui constituait le tiers-état d'alors, on ne peut découvrir aucun trait commun ; c'est en vain que l'on en attendrait des actions et des réussites particulières.

Il en va de même dans le cas que nous examinons, à ceci près que la tâche est d'autant plus difficile qu'il est question de l'avenir, et qu'il s'agit d'apprécier quelles seront les forces déterminantes parmi les classes actuelles. En première approche, on peut dire que cet avenir sera déterminé par l'affrontement des deux classes principales, la bourgeoisie et le prolétariat ; nous avons tenté d'esquisser à traits rapides ce que sera le processus de la révolution envisagé comme une épreuve de force entre ces deux classes. Mais nous savons parfaitement, bien sûr, que la réalité est beaucoup plus complexe et que, pour la saisir entièrement, nous devons faire entrer en compte nombre d'autres facteurs – nous devons aussi, pour une part, attendre que la réalité nous instruisse. Pas plus que le prolétariat, la bourgeoisie n'est une classe homogène ; sur elle comme sur lui pèse le poids des traditions, la masse populaire englobe encore des lumpen-prolétaires, des petits-bourgeois dont l'action doit être rapportée à leur situation de classe particulière. Mais l'existence de ces couches hybrides n'empêche pas que la masse est essentiellement déterminée par le poids du prolétariat salarié ; lorsqu'on mentionne donc l'influence de ces couches hybrides, il ne peut s'agir que d'un correctif, d'un facteur qui enrichit considérablement la première image – sans que, pour autant, elle apparaisse comme erronée.

(...)

### **Le marxisme et le rôle du Parti**

Quelques mots, pour finir, sur la théorie. Cela est nécessaire car, à plusieurs reprises, Kautsky laisse discrètement entendre qu'en développant nos conceptions, nous aurions quitté le terrain du marxisme, de la conception matérialiste de l'histoire. La première fois, c'est quand il qualifie notre conception de l'organisation – chose singulière chez un matérialiste – spiritualiste. La seconde, c'est quand il donne l'interprétation suivante de l'idée que nous avons avancée, selon laquelle le prolétariat doit construire son pouvoir “par une offensive constante, en allant toujours de l'avant” : le rôle du Comité directeur serait “d'organiser” *la révolution*.

Le marxisme part, pour rendre compte de l'activité des hommes dans l'histoire et la vie politique, des conditions matérielles, en particulier économiques. Commettant toujours la même erreur, les bourgeois nous reprochent de nier le rôle de l'esprit humain, de faire de l'homme un instrument inerte, une marionnette manœuvrée par des forces économiques. Confrontés à cette objection, nous insistons sur le fait que le marxisme n'élimine pas

l'esprit. L'activité humaine est déterminée par la volonté, par tout ce qui vit dans l'esprit, idées, principes, mobiles, etc. Mais ce que dit le marxisme, c'est que cet élément spirituel est entièrement un produit du monde matériel qui entoure l'homme, donc, que les rapports économiques en déterminent son activité que dans la mesure où ils agissent sur son esprit et déterminent sa volonté. La révolution sociale, conséquence du développement capitaliste, ne peut avoir lieu que dans la mesure où le bouleversement économique commence par transformer de fond en comble l'esprit du prolétaire, en transforme le contenu, oriente sa volonté dans le sens de la révolution. L'activité social-démocrate exprime le développement, dans le prolétariat, d'une conscience nouvelle, d'une volonté nouvelle ; de même, l'organisation est à la fois l'expression et la conséquence d'un bouleversement spirituel profond qui affecte le prolétariat. C'est par l'intermédiaire de ce bouleversement spirituel que le développement économique débouche sur la révolution sociale, dans sa réalité concrète. Il n'y a pas de divergence entre Kautsky et nous en ce qui concerne la place que le marxisme accorde à l'esprit.

Cependant, il reste encore une divergence entre nous à ce propos. Non pas au niveau des formules théoriques abstraites, mais dans la façon de mettre l'accent, en pratique, sur tel ou tel facteur. Pour exprimer la conception marxiste dans sa totalité, il faut commencer par cette formule : “les hommes sont entièrement déterminés dans leur activité par les conditions matérielles” ; mais il faut ajouter la suivante : “les hommes doivent faire leur propre histoire, en développant leur activité propre”.

La première formule exclut l'arbitraire, exclut que l'on puisse faire une révolution à son gré ; la seconde écarte le fatalisme, l'idée qu'il suffirait d'attendre que, par miracle, la révolution survienne d'elle-même, comme mûrit un fruit.

Si ces deux formules sont justes l'une comme l'autre, il est inévitable qu'au fil de l'évolution sociale et historique l'on porte l'accent de manière différentes sur elles. Tant que le Parti se trouve encore dans sa phase de croissance première, qu'il lui faut d'abord rassembler le prolétariat, s'efforcer d'orienter l'activité de ce dernier vers le développement du Parti, la vérité contenue dans la première phrase lui donne la patience nécessaire pour entreprendre ce lent travail de construction, se garder d'entreprendre des coups de force prématurés, elle lui inspire la conviction tranquille qu'il vaincra à coup sûr. Et puis, dans le marxisme, la dimension historico-économique est prépondérante ; il professe que toute réalité historique est déterminée par des faits économiques, il se fonde sur l'idée qu'il faut laisser mûrir la situation. Mais quand le prolétariat se rassemble en un mouvement de masse capable d'intervenir vigoureusement dans la vie sociale, c'est la seconde formule qu'il prend le pas sur la première. L'idée s'impose alors qu'il ne s'agit pas simplement d'interpréter le monde, mais qu'il faut aussi le changer. Le marxisme devient alors *la théorie de l'action prolétarienne*. Viennent alors au premier plan les questions suivantes : comment se développent, sous l'influence de la situation, la conscience et la volonté du peuple ? Sous quelle forme influent les différents facteurs qui modifient cette



conscience et cette volonté ?

C'est alors que s'éveille l'intérêt pour la dimension philosophique du marxisme, pour la compréhension de ce qu'est, dans son essence, l'esprit. Voilà donc comment deux marxistes, se situant par rapport à l'une ou l'autre de ces étapes, s'exprimeront différemment : l'un insistera davantage sur le caractère déterminé, et l'autre surtout sur le caractère actif de l'esprit, ils s'affronteront avec leurs vérités antagoniques, et pourtant, se réclameront exactement du même marxisme.

Une tout autre divergence est ici d'importance pratique. Nous sommes absolument d'accord avec Kautsky que ce n'est pas une personne ou un groupe qui peut faire la révolution. Kautsky, de la même façon, nous accordera que le prolétariat doit faire la révolution. Mais qu'en est-il alors du Parti, qui est un être hybride ? D'un côté, il est un groupe de grande dimension qui détermine consciemment ses actions, et de l'autre, il est le représentant et le dirigeant de l'ensemble du prolétariat ; bref, quelle est *la tâche du Parti* ?

Voici comment Kautsky la conçoit, concernant la révolution, la tactique qu'il préconise : « *Recours à la grève de masse coercitive, mais seulement dans les cas rares, extrêmes, où il n'est plus possible de retenir les masses.* » Donc, tant que les masses peuvent être contenues, le Parti doit les contenir. Tant qu'il est encore possible de le faire, d'une façon ou d'une autre, il doit considérer que c'est son devoir de leur imposer le calme, de les dissuader d'entreprendre des actions. Ce n'est que quand ce n'est plus possible que le Parti doit ouvrir les écluses, se placer à la tête du mouvement s'il le peut. Les rôles sont répartis de telle façon que toute énergie, toute activité dont surgit la révolution doit venir des masses, tandis que la tâche du Parti est de retenir cette action des masses, de la freiner et l'entraver aussi longtemps qu'il le peut.

Ce n'est pas ainsi que l'on doit voir les choses. Sans doute toute activité révolutionnaire vient-elle des masses qui sont aiguillonnées par l'oppression, la misère, l'absence de droits, poussées ainsi à se soulever, à agir comme une force révolutionnaire et éliminer la domination du capital. Mais le Parti leur a enseigné que les explosions de désespoir de groupes isolés, d'individus, sont voués à l'échec et que seule l'activité collective, solidaire des exploités peut déboucher sur des succès. Il a discipliné les masses et les a empêché de gaspiller leur énergie révolutionnaire. Mais ce n'est là, bien sûr, que l'un des aspects de la chose, son côté négatif ; car, en positif, en même temps, le Parti montre son chemin, il indique comment mettre en œuvre autrement cette énergie, il va de l'avant. Les masses ont, pour ainsi dire, transmis une part de leur énergie à la collectivité organisée qu'est le Parti ; ceci non pas pour

que cette énergie se disperse, mais pour que le Parti l'emploie, en fasse sa volonté commune. *Ce que les masses perdent ainsi en initiative, en capacité d'action spontanée, elles le retrouvent ailleurs, sous une autre forme, dans la capacité d'action du Parti.*

On a là, en quelque sorte, une transformation de l'énergie. Si les masses demeurent calmes – même quand elles débordent d'indignation, à cause de la hausse des prix, par exemple – c'est parce qu'elles escomptent que le Parti les appellera à des actions où leur énergie trouvera son emploi le plus adéquat, où elles remporteront les plus grands succès.

C'est pourquoi les relations du Parti aux masses ne peuvent être telles que les décrit Kautsky. Si le Parti considérait que sa tâche est d'empêcher les masses d'entrer en action aussi longtemps qu'il le peut, la discipline du Parti représenterait une perte d'initiative et de capacité d'action des masses, une perte réelle au lieu d'une transformation d'énergie. *Alors, l'existence du Parti signifierait un affaiblissement de la force révolutionnaire du prolétariat, au lieu de son renforcement.*

Le Parti ne peut se contenter d'être là, d'attendre que les masses auxquelles il a retiré une part de leur force spontanée explosent néanmoins. La discipline, la confiance en la direction, tout ce qui fait que les masses restent calmes, tout ceci impose au Parti le devoir d'aller activement de l'avant, d'appeler les masses à agir au bon moment. Le Parti a donc, comme je l'ai déjà exposé, le devoir *d'organiser* des actions révolutionnaires, parce qu'il est porteur d'une partie importante de la capacité d'action des masses. Mais il ne peut agir ainsi à son gré, au moment qui lui convient, parce qu'il n'est pas porteur de l'entière volonté du prolétariat dans son ensemble, il ne peut donc lui donner l'ordre de se mettre en marche comme on commande à des soldats. Il lui faut attendre le moment adéquat – non pas le moment où l'on ne peut plus retenir les masses, où elles explosent d'elles-mêmes –, mais le moment où la situation a soulevé dans les masses une telle exaspération, une telle passion, que de grandes actions de masse peuvent réussir.

C'est ainsi que se réalise la doctrine marxiste qui dit que les hommes font eux-mêmes leur histoire, dans le sens où les entraîne et les détermine le développement économique. L'énergie révolutionnaire recelée par l'exaspération des masses, elle-même produite par le caractère intolérable de la domination capitaliste, ne doit pas demeurer inemployée, être gâchée. Elle ne doit pas non plus être gaspillée en explosions désordonnées, elle doit au contraire servir notre but de manière organisée, dans des actions suscitées par le Parti : en affaiblissant la domination du capital.

C'est cette tactique révolutionnaire qui transforme la théorie marxiste en réalité.

**Anton Pannekoek**, *Théorie marxiste et tactique révolutionnaire*, 1912, dans *Socialisme : la voie occidentale*, aux Presses Universitaires de France, 1983.

## NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- " communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées. Le terrorisme

n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

### NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.